

UNIVERSITE MOULOUD MAMMERIDE TIZI-OUZOU
FACULTE DES SCIENCES ECONOMIE ET DE GESTION ET SCIENCE COMMERCIALE

Département : **Sciences financière et comptabilité**

*Mémoire de Fin de cycle en vue de l'obtention du
diplôme de master en audit et contrôle de gestion*

Spécialité: **Audit et contrôle de gestion**

Thème

**La responsabilité de l'auditeur comptable et financier
dans l'entreprise
Cas : « ENEL Azazga »**

Présenté par :

✚ Mr.HOCINE Lounis

✚ Mr.BELLALI Samy

dirigé par :

Mr.RACHAM Lyes

Membres de jury:

- **President, Mr. GUELMINE Mohamed Hichem** MCA ,UMMTO
- **Examineur, Mr .OUSSAID Aziz** MAA ,UMMTO
- **Encadreur, Mr. RACHAM Lyes** MAA,UMMTO

Année universitaire :2022/2023

Remerciement

Nos remerciements s'adressent à :

Premièrement, nous remercions Dieu qui nous a permis de faire ce travail

Nos très chers parents auxquels on doit beaucoup et nous ne rendrons jamais assez.

L'ensemble des enseignants de la faculté des sciences économiques, gestions, et commerciales de l'université MOULOUD MAMMARI de TiziOuzou.

Notre promoteur Mr RECHAM Lyes pour son entière disposition, et la qualité d'encadrement, la rigueur scientifique et le soutien affectif dont nous avons bénéficié.

Notre encadreur de stage TADOUNT Nawel , et l'ensemble du personnel de son cabinet, pour ce qu'ils nous ont apporté et contribué à l'accomplissement de ce présent travail et au bon déroulement de notre stage pratique.

Notre conseiller Madame AMOKRANE Farida . Pour tout ses conseils et ses encouragements tout au long de la période d'élaboration de ce présent mémoire.

Et enfin, tous ceux et celles qui ont contribué d'une façon ou d'une autre, à la réalisation de ce présent mémoire.

 *Lounis+Samy*

A decorative border of arrows, each with a black and white striped shaft and a black arrowhead, pointing towards the top right. The arrows are arranged in a continuous, slightly curved line around the perimeter of the page.

Dédicace

Ce travail est dédié à mes parents et à toutes ma famille,
Ainsi que mes amis qui m'ont encouragé pour finir ce travail par leurs
soutiens morals, et conseils dont je suis reconnaissant

 *Hocine lounis*

Ce travail est dédié à mes parents et à toutes mes familles
Ainsi que mes amis qui m'ont encouragé pour finir ce travail par leurs
soutien moral, et conseils dont je suis reconnaissant

 *Bellali Samy*

Liste des abréviations

AC : Conseil D'administration

ACF : Audit Comptable Et Financier

AICPA: American Institute Of Certified Public Accountant

CA : Chiffre D'affaires

CAC : Commissaire Aux Comptes

CNCC : Compagnie Nationale Des Commissaires Aux Comptes

CR : Compte De Résultat

DCO : Département Commercial Orientation

DEA : Département Administration Et Emploi

DFC : Département Finance Et Comptabilité

DOD : Département Qualité Et Développement

ENEL : Entreprise Nationale Des Industries Electroniques

FRAP : Feuille De Révélation Et d'Analyse De Problème

HT :HortTaxe

IAASB : International Auditing And Assurances Standards Board

IAS : Internationales Accounting Standard

IBS : Impôt Sur Bénéfice Des Sociétés

IFACI : Institut Français De L'audit Et Du Contrôle Interne

IFRS: Internationals Financial Reporting Standard

IPI : Indemnité Complémentaire Du Revenu

IRG : Impôt Sur Le Revenu Global

ISA : International Standard On Auditing

NAA : Norme Algérienne D'audit

OCDE : L'organisation De Coopération Et De Développement Economiques

OD : Opérations Diverses

OEC ; l'Ordre Des Experts Comptables

PRC : Prime Du Travail Collectif

PRI : Prime De Rendement Individuel

SPA : Société Par Action

TCR : Tableau De Compte De Résultat

TTC : Touts Taxes Comprises

TVA : Taxe Sur La Valeur Ajoutée

Liste des tableaux Et des figures

liste des figure

Figure 01 : le rôle de l'audit légale dans la relation d'agence de l'entreprise	25
Figure 02 : Organigramme de L'EPE/ EI/SPA	57
Figure 03 : la structure organisations annuelle de la sections finances est comptabilité	59

Liste des tableaux

Tableau n°1 : Les utilisateurs des états financiers.....	40
----------------------------------------------------------	----

Sommaire

Introduction générale

Introduction générale

Le changement de l'environnement économique global a induit une intensification de la concurrence entraînant un accroissement du besoin des différents agents économiques. Notamment les entreprises, en informations comptables et financières fiables. L'objectif est de leur permettre une prise de décision de manière objective et rationnelle.

Par ailleurs, l'objectif des nouvelles normes comptables internationales est la production d'informations comptables fiables qui permettent aux entreprises de prendre des décisions particulièrement financières qui garantiront leur croissance et leur pérennité. Ces informations sont produites et diffusées dans des états financiers qui résument le patrimoine de l'entreprise, l'historique de l'activité, sa capacité en termes de liquidité à financer l'activité de l'entreprise et sa capacité à préserver ses fonds propres. Ces états financiers sont relatifs au bilan, au compte de résultats, au tableau de flux de trésorerie et au tableau de variation des fonds propres en plus de l'annexe qui comporte des informations supplémentaires qui renseignent toutes les parties prenantes sur la situation économique et financière de l'entreprise.

A ce titre, la diffusion de ces informations revêt une importance capitale vu l'ampleur des décisions qui peuvent être prises par les parties prenantes. Pour cela, le contrôle de ces informations ne cesse de prendre de l'importance dans les entreprises. Le contrôle est d'une part, un des outils d'amélioration de la gestion et d'assurance des informations diffusées par l'entreprise, et d'autre part, un moyen qui permet à l'Etat le suivi des activités des entreprises et le contrôle de la fiabilité des informations diffusées.

Cependant, les malversations, les scandales financiers ainsi que les crises financières que connaît l'environnement économique et financier des entreprises a amené tous les Etats et toutes les entreprises des différents pays à renforcer le contrôle de leurs activités, et le renforcement de ce contrôle a donné lieu à la mise en place de la fonction d'audit.

Ainsi, afin d'assurer la diffusion d'une bonne information comptable et financière, les entreprises mettent en place une fonction d'audit en plus de l'obligation faite par l'Etat de certifier leurs états financiers par un auditeur externe.

L'audit comptable et financier est défini comme un examen critique qui permet de vérifier que l'activité de l'entreprise est bien reproduite dans ses états financiers.

Introduction générale

Son rôle est aussi d'assurer la fiabilité de l'information financière diffusée aux parties prenantes et de leur assurer la sécurité dans les décisions prises, c'est dans ce cadre qu'apparaît la responsabilité de l'auditeur dont la fonction principale est l'assurance et la sécurité des informations comptables et financières. En effet, l'auditeur est chargé de certifier la véracité des comptes et de détecter les fraudes et les erreurs, afin de garantir la transparence et la fiabilité des informations financières de l'entreprise. Dans ce contexte, la responsabilité de l'auditeur comptable et financier dans une entreprise publique est un enjeu majeur pour la gouvernance d'entreprise et la confiance des parties prenantes.

Ainsi, les missions de l'auditeur comptable et financier dans une entreprise publique peuvent varier en fonction des objectifs de l'audit, des contraintes réglementaires et des attentes des parties prenantes. Les obligations légales de l'auditeur sont également déterminantes pour assurer la qualité de l'audit et la transparence des informations financières. Cependant, l'auditeur est souvent confronté à des risques juridiques et professionnels, tels que la responsabilité civile, pénale ou disciplinaire, qui peuvent compromettre sa crédibilité et son indépendance.

A cet effet, l'existence de normes de la pratique d'audit comptable et financier permet aux auditeurs d'assurer pleinement leur fonction et d'éviter tous les risques juridiques et professionnels auxquels ils sont confrontés.

Dans le contexte algérien, la mise en place du système comptable financier depuis 2010 montre l'intérêt porté par l'Etat à l'amélioration de la fiabilité de l'information comptable et financière. En effet, un des objectifs de ce SCF est d'assurer la fiabilité et la transparence dans les informations publiées par les entreprises. Afin d'assurer cette fiabilité de l'information comptable et renforcer le contrôle, l'Etat algérien, en 2016, a élaboré des normes d'audit comptable et financier en s'inspirant des normes d'audit internationales. Depuis cette date, la fonction d'audit attire de plus en plus l'intérêt des entreprises pour intégrer dans leur organigramme organisationnel la fonction d'audit comptable et financier.

Ces normes permettent de mener toutes missions d'audit qu'elles soient légales ou contractuelles et portent à la fois sur des normes appliquées à l'auditeur, par l'auditeur, à la responsabilité de l'auditeur.

La responsabilité de l'auditeur est l'engagement pris avec l'audité pour assurer la sincérité, la régularité et l'exhaustivité des informations comptables et financières diffusées dans les états

Introduction générale

financiers. Sa responsabilité est à la fois envers l'entreprise et envers les parties prenantes intéressées par les informations sur l'activité de l'entreprise. Pour cela, dans sa mission d'audit, il est tenu du respect et de l'application des normes liées à la pratique de l'audit. Le non-respect de ces normes peut l'exposer à des sanctions. De ce fait, l'auditeur a une responsabilité :

-civile de forme contractuelle envers l'entreprise et de forme délictuelle envers les utilisateurs de l'information publiées; pénale; disciplinaire.

C'est dans ce cadre que s'inscrit l'objectif de notre travail de recherche qui consiste en la présentation de la responsabilité de l'auditeur comptable et financier en nous référant au cas d'une entreprise publique. Ainsi notre problématique de recherche est articulée autour de la question principale suivante :

Quelle est la responsabilité de l'auditeur dans les informations comptables et financières publiées par les entreprises ?

Nous soutenons cette question principale par les deux questions secondaires suivantes :

1. Quelles sont les missions de l'auditeur comptable et financier ?
2. Quelles sont les normes qui définissent la responsabilité de l'auditeur ?

Introduction générale

- **Plan du mémoire :**

Le premier chapitre est consacré à la présentation des missions de l'auditeur comptable et financier. Ce chapitre est composé de trois points suivants :

- I. Evolution et définition de l'audit comptable et financier;
- II. Les critères de la fiabilité de l'information comptable et financière;
- III. Le rôle de l'auditeur comptable et financier.

Le deuxième chapitre est relatif aux normes légales liées à la responsabilité de l'auditeur comptable et financier. Ce deuxième chapitre comporte également trois points, à savoir :

- I. Présentation des normes d'audit internationales;
- II. Présentation de la responsabilité de l'auditeur dans le cadre des normes d'audit comptable et financier internationales;
- III. Présentation de la responsabilité de l'auditeur comptable et financier dans le cadre des normes comptables et financières algériennes.

Le troisième chapitre porte sur l'étude d'un cas pratique sur la responsabilité de l'auditeur comptable et financier dans une entreprise publique. Ce chapitre est aussi scindé en trois points :

- I. Présentation de l'entreprise publique algérienne L'ENEL (ELECTRO INDUSTRIES) AZAZGA sur le thème " la responsabilité de l'auditeur comptable et financier dans l'entreprise".
- II. les missions de l'auditeur comptable et financier dans chaque section de département finance et comptabilité de l'entreprise ENEL AZAZGA
- III. La responsabilité de l'auditeur comptable et financier dans le département finance et comptabilité de l'entreprise ENEL AZAZGA

Introduction générale

- **Méthodologie de la recherche**

- **La Méthode théorique :**

à consisté en l'étude des concepts et des théories existantes sur notre sujet remis en question.

- **La Méthode empirique :**

à compris une études sur la responsabilité de l'auditeur comptable et financier au sein de l'entreprise ENEL AZAZGA

- **Objectif de la recherche :**

L'objectif de la recherche sur "la responsabilité de l'auditeur comptable et financier dans une entreprise" pourrait être de comprendre en profondeur les obligations et les rôles des auditeurs comptables et financiers, ainsi que d'analyser comment ils contribuent à garantir la fiabilité des informations financières et la conformité aux réglementations. Cette recherche pourrait également explorer les implications légales et éthiques de leur responsabilité et proposer des recommandations pour améliorer leur efficacité dans ce rôle crucial

Chapitre I

*Présentation des missions de l'auditeur
comptable et financier*

Chapitre I : présentation des missions de l'auditeur comptable et financier

Introduction :

Le chapitre intitulé "Présentation des missions de l'auditeur comptable et financier" constitue une étude exhaustive visant à approfondir les principes fondamentaux de l'audit comptable et financier. En commençant par une analyse approfondie de son évolution et de sa définition, le chapitre éclaire l'évolution des normes et des pratiques de l'audit au fil du temps, tout en mettant en exergue l'importance croissante de la transparence et de la conformité dans les pratiques comptables modernes. En outre, une exploration détaillée des critères de fiabilité de l'information comptable et financière met en lumière l'importance cruciale de la précision, de la pertinence et de la crédibilité des données pour garantir la confiance des parties prenantes. Enfin, le chapitre examine en profondeur le rôle central de l'auditeur comptable et financier en tant que garant de l'intégrité des états financiers, de la gestion des risques et de la conformité aux réglementations en vigueur, soulignant ainsi sa contribution essentielle à la préservation de la confiance du public dans les pratiques financières des organisations.

Chapitre I : présentation des missions de l'auditeur comptable et financier

I. Evolution de l'audit financier et comptable :

A l'origine l'audit est un examen critique des informations d'ordre comptable effectué par un expert indépendant en vue d'exprimer une opinion motivée sur les états financiers.

L'audit s'identifie initialement au contrôle interne des comptes; auparavant, l'audit a fait l'objet de plusieurs interventions à travers les civilisations :

Au III^e siècle avant J.C; les gouverneurs romains avaient désigné des questeurs qui contrôlaient les comptabilités de toutes les provinces. On utilisait le mot audit qui provient du mot « audire » qui signifie écouter.

Charlemagne a nommé des « missi dominici » hauts commissaires chargés de contrôler des administrateurs provinciaux ;

En France : un traité intitulé la « sénéchaussée » qui recommandait aux barons de donner lecture publique chaque année de la comptabilité des domaines devant les auditeurs (acunturs);

En Angleterre sous le régime d'Edouard I", un acte de parlement autorisait les barons à faire nommer les auditeurs pour vérifier les comptes. Ces auditeurs avaient pour tâche d'attester la véracité des comptes.

Le développement des entreprises a provoqué un accroissement quantitatif et qualitatif des informations générées par l'entreprise : l'information comptable a gagné en volume et en complexité.

En matière d'audit, un profond renouvellement de la méthodologie utilisée s'est installé. Jusqu'au début du XX^e siècle, on se limitait à l'examen des comptes pour se prononcer sur la qualité des états financiers. L'auditeur donnait son opinion par le biais d'un examen quasi exhaustif des pièces justificatives. Cette méthode présentait des défaillances et rencontrait des obstacles. Ceci s'explique par le risque de pouvoirs oubliés des aspects importants d'une part et il était quasi impossible de contrôler de façon exhaustive des nombreuses opérations enregistrées et souvent dans des activités diversifiées d'autre part.

1. Apparition de l'audit interne :

L'évaluation des informations émises par l'entreprise n'a pas jus le développé la méthodologie utilisée en matière de l'audit financier et comptable, elle a entraîné l'apparition de l'audit interne.

Chapitre I : présentation des missions de l'auditeur comptable et financier

H. F STETTLER dans son manuel «< audit: principes et méthodes générales >> déclare que l'apparition de l'audit interne est le résultat de «< l'exécution des tâches de contrôle des entreprises employant des milliers de personnes, et ayant des établissements souvent éloignés les uns des autres; les risques pouvaient être divers :

- le détournement des documents comptables;
- organisation douteuse et imparfaite des documents comptables.

Ces éléments constituaient un risque d'erreurs et de fraudes évidentes, la solution a été de développer les services d'audit sur le plan interne, c'est-à-dire charger des personnes de se spécialiser dans de tels services et de consacrer la totalité de leur temps aux besoins d'une seule entreprise.

L'approche de l'audit interne était donc au début destinée à constituer un élément du dispositif de l'audit financier et comptable. H F STETTLER explique dans son même ouvrage comment peu à peu l'approche de l'auditeur interne à l'origine purement comptable et financière s'est étendue à d'autres fonctions d'exploitation à l'intérieur de l'entreprise.

La fonction audit interne est considérée comme récente car elle remonte à la crise économique en 1929 aux états unis. Les grandes entreprises américaines utilisaient les services de cabinets d'audit externe, organismes indépendants ayant pour mission la certification des comptes de bilan et états financiers ; à cette époque on cherchait le moyen de réduire le montant des dépenses et de mener à bien les travaux de certification, les auditeurs externes devaient se livrer à de nombreuses tâches préparatoires: inventaires de toute nature, analyses de comptes, sondages, etc. Une suggestion a été faite pour faire assumer certains de ces travaux préparatoires d'audit à du personnel de l'entreprise sous une certaine supervision des auditeurs externes. Ainsi sont apparus ces «< auditeurs internes >> qui effectuaient des travaux d'audit mais faisaient en même temps partie du personnel de l'entreprise. Ils participaient aux travaux d'audit sans toutefois établir la synthèse ou en faire les conclusions. Cette pratique a permis d'alléger les dépenses de l'entreprise, par les différents travaux confiés à ces auditeurs qui étaient considérées comme les «< sous traitants >> des auditeurs externes, et c'est ainsi qu'est nés non pas la fonction mais le mot. La crise passée, on continua à les utiliser puisqu'ils avaient acquis l'expérience et la pratique des méthodes des auditeurs externes dans le domaine comptable; les champs d'application élargis, on dota à l'audit interne d'autres objectifs différents aux objectifs initiaux.

Chapitre I : présentation des missions de l'auditeur comptable et financier

La fonction d'audit interne est apparue en France dans les années 60, elle était toujours marquée par ses origines de contrôle comptable. Vers les années 80, la fonction avait commencé à prendre une tournure différente faisant apparaître son originalité et ses spécificités, et on considère que son évolution n'est pas encore parvenue à son terme.

En Algérie, la loi N° 88 01 du 12.01.1988 sur les entreprises publiques économiques, dans l'article 40 considère que celles ci:¹

* Sont tenues d'organiser et de renforcer des structures internes d'audit d'entreprises » et d'améliorer, d'une manière constante, leurs procédés de fonctionnement et de gestion >>

Jacques RENARD dans son ouvrage « Théorie et pratique de l'audit interne >> explique comment cette fonction récente fait ressortir des situations hétérogènes, un vocabulaire instable, et des divergences doctrinales.²

1.1.Situations hétérogènes³

L'évolution de la fonction entre les entreprises et organisations qui pratiquent l'audit interne est difficilement comparable. L'IFACI contribue à promouvoir la pratique dominante qui s'impose à toute organisation, cependant elle peut être colorée par la culture des entreprises. Cette dimension culturelle se traduit par les formations (comptables ou diversifiées), les organisations (fonction centralisée ou décentralisée), les méthodes de travail multiples et diverses (sondages statistiques, interrogations informatiques, outils mathématiques, utilisation des ratios, contrôles et rapprochements comptables), le vocabulaire et la forme de rapports d'audit considéré comme hétérogène d'une entreprise à une autre.

Cependant il existe des normes professionnelles de l'audit interne, ainsi qu'un corps de doctrine dont l'élaboration par l'I.L.A. a commencé il y a plus de 30 ans. Ces normes permettent de réaliser l'accord entre les concepts fondamentaux, et d'éviter les contradictions sur le plan international, tout en faisant place aux spécificités culturelles.

¹ Loi N 88-01 du 12 Janvier 1988:J.O N° 2 du 13.01.1988. Page 21- 22.

² Jacques RENARD, avec le concours de Jean Michel CHAPLAIN, théorie et pratique de l'audit interne, édition d'organisation, 5ème édition 2001. p. 30,31

³ RENARD Jacques, avec le cours de Jean Michel CHAPLAIN, théorie et pratique de l'audit interne », édition d'organisation, 5ème édition 2004. p 29. 30.

2. Définition de l'audit comptable et financier :

De nombreux organismes et auteurs ont tenté de définir l'audit financier. Doute la de la définition Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes(CNCC), qui définit l'audit des comptes comme « *une mission d'audit des comptes qu'à pour objectif de permettre au commissaire aux comptes d'émettre une opinion sur le fait que ces comptes sont établis, dans tous leurs aspects significatifs, conformément au référentiel comptable qui leur est applicable* »¹, selon l'IFAC « *le but de l'audit est de renforcer la confiance des utilisateurs potentiels des états financiers. Cette confiance est obtenue par l'expression d'une opinion de l'auditeur selon laquelle les états financiers sont établis, dans tous leurs aspects significatifs, conformément au référentiel comptable applicable. Pour la plupart des référentiels comptables à usage général, cette opinion porte sur le fait que les états financiers sont présentés de manière sincère, dans tous leurs aspects significatifs, ou donnent une image fidèle conformément à ce référentiel. Un audit réalisé selon les Normes ISA et en conformité avec les règles d'éthique applicables permet à l'auditeur de former son opinion* »²

En France, selon l'Ordre des Experts Comptables(OEC) , l'audit financier est un « *examen effectué par un professionnel compétent et indépendant dans le but d'exprimer une opinion motivée sur la régularité et la sincérité du bilan, du compte de résultat et des informations annexes aux comptes annuels d'une entreprise* »³ . Pour se forger une opinion, l'auditeur rassemble les éléments probants nécessaires pour tirer des conclusions sur lesquelles se fonde son opinion.

Pour Bernard Verdalle (1999) « *l'audit peut se définir comme l'émission d'une opinion motivée sur la correspondance entre un existant et un référentiel* ».⁴

Il porte sur les processus de saisie, les traitements comptables et sur l'établissement des

¹ Article L823-9 du code de commerce en terme de régularité , sincérité et image fidèle (recueil de CNCC du 3 juillet 2023 ; ancienne norme CNCCO-200 , lexique page 25.

² Guide pour l'utilisation des normes internationales d'audit petites et moyennes entreprises, traduction en français du : Guide to using ISA in the Audites of small , and Mediul –SuzédEntities (3^{ème} édition), 2013, par la fédération internationale des comptables « international federation of Accorentants(IFAC).

³ Antoine mercier et philippemerele, 2010, audit et commissariat aux comptes, édition francisleferbrre , paris page 5

⁴ Bernard Verdalle (1999), Audit et commissariat aux comptes , édition francisleferbrre , paris édition economic, paris 17

Chapitre I : présentation des missions de l'auditeur comptable et financier

documents financiers de synthèse. Donc l'audit comptable et financier est donc une mission à la fin de laquelle une opinion motivée (justifiée) est fournie et ceux sur le niveau d'adéquation d'une situation vis-à-vis d'un référentiel (normes). Cette mission doit être conduite par un professionnel qui doit être objectif et indépendant pour assurer la qualité des136 Article L 823-9 du code de commerce, en termes de régularité de sincérité et d'image fidèle

3. Objectifs de l'audit financier et comptable :

3.1. Objectifs de l'audit financier et comptable externe :

L'objectif de l'auditeur peut être résumé par six questions essentielles :

S'assurer que toutes les transactions de l'entreprise qui doivent être enregistrées sont correctement comptabilisées.

Vérifier que les enregistrements comptables reflètent fidèlement les opérations réelles.

S'assurer que toutes les opérations enregistrées au cours de la période en question sont correctement datées.

Vérifier l'existence réelle des éléments d'actif et de passif.

Évaluer de manière précise les éléments d'actif et de passif conformément aux principes comptables.

Garantir une présentation correcte des états financiers et l'inclusion des informations complémentaires requises.

Ces questions se concentrent sur trois domaines clés : l'enregistrement des transactions, l'existence et l'évaluation des soldes, et la présentation des états financiers.

3.1.1. Enregistrement des opérations :

L'auditeur doit s'assurer que tous les enregistrements comptables sont exhaustifs et reflètent fidèlement les transactions réelles. Il doit également veiller à ce que chaque opération soit comptabilisée dans l'exercice où elle a eu lieu, en respectant le principe comptable de séparation des exercices.

Chapitre I : présentation des missions de l'auditeur comptable et financier

3.1.2. Existence et évaluation des soldes :

Cet aspect permet à l'auditeur de vérifier la justesse des valeurs inscrites dans les états financiers. Il s'assure que tous les éléments d'actif et de passif existent réellement et que les provisions nécessaires sont enregistrées pour refléter toute modification de valeur conformément au principe comptable de prudence.

3.1.3. Présentation des comptes annuels :

L'auditeur examine la classification correcte des comptes et s'assure que les états financiers sont conformes aux exigences légales, en fournissant toutes les informations nécessaires pour permettre aux tiers de comprendre la préparation des comptes.

3.2. Objectifs de l'audit interne :

L'audit interne, tel que défini par Jacques RENARD, s'articule autour de trois objectifs principaux : l'assistance à la direction, l'absence de jugement envers les individus, et l'indépendance.

3.2.1. Assistance à la direction :¹

L'auditeur interne aide la direction à améliorer la gestion en évaluant le contrôle interne et en offrant des recommandations. Il n'a pas le rôle de prendre des décisions, mais plutôt de fournir des moyens pour améliorer l'efficacité et la sécurité des opérations.

3.2.2. Absence de jugement envers les individus :

L'audit interne ne porte pas de jugement sur les personnes, mais plutôt sur les processus et les systèmes. Les recommandations de l'auditeur interne visent à améliorer la performance, et non à critiquer directement les individus.²

3.2.3. Indépendance :

L'indépendance de l'auditeur interne est essentielle. Elle est garantie par son rattachement hiérarchique au plus haut niveau de l'organisation. L'auditeur interne doit rester indépendant des responsables des domaines audités pour effectuer son travail efficacement. Plusieurs modèles de

¹ RENARD Jacques, avec le concours de Jean Michel CHAPLAIN, « théorie et pratique de l'audit interne », édition d'organisation, 5^{ème} édition 2004. Page 58

² Ibid, page 57

Chapitre I : présentation des missions de l'auditeur comptable et financier

rattachement hiérarchique sont possibles, mais le lien direct avec la direction générale est recommandé.¹

4. Champs d'application :

4.1. Champs d'application de l'audit interne :

L'audit interne est universel, applicable à toutes les organisations et à toutes les fonctions au sein de ces organisations.

4.1.1. Application à toutes les organisations :

L'audit interne est pertinent pour toutes les organisations, qu'il s'agisse de grandes entreprises, de PME, d'associations, de sociétés civiles ou d'administrations. Son objectif est d'améliorer l'efficacité, quel que soit le secteur.

4.1.2. Application à toutes les fonctions :

L'audit interne ne se limite pas à la comptabilité et aux finances. Il s'étend à toutes les fonctions, y compris le marketing, les ventes, la production, l'informatique, la gestion du personnel, et d'autres domaines. L'équipe d'audit interne est pluridisciplinaire pour répondre à cette diversité.

4.2. Champs d'application de l'audit financier et comptable externe :

L'audit financier et comptable externe se concentre sur l'examen critique des états financiers, y compris le bilan, le compte de résultat et les annexes. Son objectif est de formuler une opinion sur la régularité et la sincérité des états financiers en conformité avec les principes comptables généralement admis. En Algérie, la législation impose la vérification et la certification des comptes et des bilans pour les entités commerciales.²

5. La typologie de l'ACF :

5.1. L'audit externe :

C'est une fonction indépendante de l'entreprise dont la mission est de certifier l'exactitude des comptes, des résultats et des rapports financiers,³ Cet audit, plus connu sous le nom d'audit,

¹ Ibid ;page 55

² RAFFEGEAU Jean, DUFILS Pierre, DE MENONVILLE Didier, l'audit financier » édition presses universitaires de France 1994 P 19

³ Jacques Renard et Louis Gallois, (2010), théorie et pratique de l'audit interne , édition Eyrolles , Paris , page 79.

Chapitre I : présentation des missions de l'auditeur comptable et financier

est effectué par un professionnel indépendant (auditeur) de l'entreprise dans le but d'exprimer une opinion raisonnable sur la régularité et sur l'exactitude des états financiers. Son rapport d'est destiné à des tiers. Le vérificateur externe peut fournir à la direction un rapport sur la qualité des contrôles internes de l'entreprise. En effet, la fiabilité des informations financières est assurée lorsque les contrôles internes sont conçus et appliqués. On distingue deux formes d'audit externe l'audit légal et l'audit contractuel.

5.1.1. L'audit légal :

L'audit légal, également appelé audit final, est réalisé dans un cadre légal prédéfini et contraignant et donne lieu à la certification des comptes annuels par un auditeur qui est le commissaire aux comptes (CAC), la mission de ce dernier aboutit à l'établissement d'un rapport de certification avec ou sans réserves de la régularité, de la sincérité et de l'image fidèle des documents manuels, ou éventuellement au refus de certification¹

Ce commissaire aux comptes est nommé par l'assemblée générale de l'entreprise parmi les experts inscrits sur la liste des commissaires aux comptes nationaux. La durée maximale du mandat est de 6 ans (mandat de 3 ans, renouvelable une fois). Le renouvellement n'est possible qu'après trois ans. L'examen juridique est effectué selon les normes professionnelles en vigueur en Algérie (normes ISA, normes NAA, etc.). Ces normes exigent qu'une diligence raisonnable soit exercée pour obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

5.1.2. L'audit contractuel :

L'audit contractuel peut être considéré comme une solution alternative pour les entreprises qui n'ont pas de fonction d'audit interne au sein de leur organisation.²

Il s'agit d'un contrat confié à un auditeur par la direction ou le conseil d'administration d'une entreprise dans le cadre de l'audit des états financiers. Cela se fait en dehors des obligations légales et pour répondre à des besoins spécifiques. Toute fois, cela ne signifie pas que les entreprises dotées d'un service d'audit interne ne font pas appel à des auditeurs externes

¹ Articles 25 de la loi N°42, du 11 juillet 2010, relation à l'exercice de la profession de commissaire aux comptes, page 06

² Nguyen Hong, (1999), contrôle interne : mettre hors risque l'entreprise, édition Harmattan, Paris, page 185.

Chapitre I : présentation des missions de l'auditeur comptable et financier

contractuels. S'appuyant sur la même approche méthodologique rigoureuse que le CAC, l'engagement contractuel a pour objectif de donner une opinion sur des informations financières.

5.1.3. L'audit interne :

Cet audit se fait en étroite collaboration avec le monde extérieur. En fait, l'objectif de l'audit interne est d'effectuer une évaluation de l'entreprise, elle-même, indépendamment de pertes services de l'entreprise. Comme dans le cas précédent, ce type d'audit a pour objectif de vérifier les états comptables et financiers et le bon fonctionnement de l'entreprise. C'est une forme de gestion et d'évaluation comptable et financière d'une entreprise.

Selon MIKOL l'audit interne peut avoir quatre objectifs : ¹

- **Certifier** : certifier que les comptes annuels ou consolidés donnent une image fidèle;
- **Étudier** : Étudier toute une partie des comptes annuels ou consolidés
- **Porter** : porter un jugement sur la qualité de gestion;
- **Améliorer** : Améliorer les performances de l'entité auditée.

Selon l'IFACI (Institut français de l'audit et du contrôle interne), « *L'audit interne est, dans l'entreprise, la fonction chargée de réviser périodiquement les moyens dont dispose la direction et les gestionnaires à tous les niveaux pour gérer et contrôler l'entreprise. Cette fonction est assurée par un service dépendant de la direction mais indépendant des autres services, Ses objectifs principaux sont, dans le cadre de révisions périodiques, de vérifier que les procédures comportent les sécurités suffisantes et que les informations sont sincères ; opérations régulières; les organisations efficaces et les structures claires et bien adaptées* »²

L'audit interne est la révision périodique des instruments dont dispose une entreprise pour contrôler et gérer ses fonctions. Il assiste les personnes chargées de l'organisation dans l'exercice effectif de leurs responsabilités et leur fournit à cet effet, des analyses, des évaluations, des recommandations, des avis et des informations sur les activités examinées. Ainsi, la mission de l'auditeur interne est permanente, elle est confiée à un salarié de l'entreprise

¹Mikolalain, 2000, forme d'audit : l'audit interne, édition Economica, Paris, page 735.

²Ammar.S(2007), le rôle de l'auditeur interne dans le processus de gouvernance de l'entreprise à travers l'évaluation du contrôle interne, institut des hautes études commerciales de SFAX, Tunisie, page 03.

II. Les critères de la fiabilité de l'information comptable et financière

Dans ce point, nous présentons les critères essentiels qui déterminent la fiabilité de l'information comptable et financière.

Nous définissons d'abord l'importance de la fiabilité de l'information dans la gouvernance de l'entreprise et dans la protection des informations financières ensuite, nous synthétisons les caractéristiques de fiabilité de l'ICF qui sont largement reconnus dans le domaine de la comptabilité et de la finance.

Enfin, nous allons terminer ce deuxième point par la présentation des apports de la législation en matière d'audit comptable et financier et les outils qui permettent de sécuriser l'ICF.

1. La gouvernance d'entreprise et la gestion de l'information comptable

Elle peut être définie comme l'acte de vérifier l'exactitude, la véracité et la fiabilité de l'information financière. Cette action peut être de nature légale, réglementaire ou contractuelle. Les informations comptables et financières sont des rapports financiers standardisés que l'entreprise partage avec ses partenaires. Ces informations ont pour but de présenter les réalités économiques de l'entreprise, la qualité attendue, la fiabilité attendue, et sont dépendantes de cadres légaux et normatifs, du jugement de l'auteur, et d'un format compréhensible par l'utilisateur. Le contrôle de la qualité de l'information comptable repose sur les principes de transparence et de réalité, qui garantissent que les personnes informées (les dirigeants) reçoivent une information bien structurée, complète, fiable et actualisée. Les informations comptables doivent être gérées de manière totalement isolée afin que les utilisateurs puissent prendre les décisions les plus éclairées possibles. Le contrôle de la qualité et de la fiabilité de l'information comptable est l'un des mécanismes du gouvernement d'entreprise.¹

En effet, l'efficacité d'une structure de gouvernement d'entreprise dépend de sa capacité à réduire les situations d'asymétrie d'information et les conflits d'intérêts. L'un des outils du contrôle externe du comportement des administrateurs est également l'information comptable et financière. La prise en compte de l'information comptable et financière dans la gestion des entreprises est déterminée d'une part, par son contenu et d'autre part par son utilité contractuelle.

¹Michaïlesco C. (2000), Qualité de l'information comptable, Encyclopédie de comptabilité, contrôle de gestion et audit, pp. 1023-1032.

Chapitre I : présentation des missions de l'auditeur comptable et financier

Sur le premier aspect, la plupart des études s'accordent sur la reconnaissance du contenu informationnel des états financiers, et sur le second aspect, l'information comptable permet de contrôler le respect des obligations contractuelles. En pratique, les informations comptables et financières font généralement l'objet d'un examen par des structures externes de gouvernement d'entreprise. L'information comptable représente un instrument de pouvoir du Directeur Général, qui peut être utilisé au détriment des partenaires dans le cadre de relations contractuelles.¹

A travers les politiques comptables, les managers peuvent mettre en place des stratégies pour instrumentaliser des informations comptables qui véhiculent une "fausse" réalité de l'entreprise. La publication d'informations inexacts et trompeuses justifie le renforcement des mécanismes de contrôle de la véracité des informations financières.

2. La protection des informations financières :

L'évolution du paysage économique mondial et la mondialisation des marchés à travers la libéralisation des capitaux et le développement de l'actionnariat des entreprises ont créé un nouveau besoin de sécurité chez les investisseurs. Économiquement, la protection de l'information financière consiste à garantir la transparence, la régularité et l'honnêteté tout en étant l'information pertinente, fiable et compréhensible pour tous les utilisateurs.²

3. Les caractéristiques de la fiabilité l'information comptable financière :

Les caractéristiques qualitatives de l'information financière sont des facteurs qui rendent l'information fournie dans les états financiers utile aux utilisateurs. Si les informations sont inutiles ou difficiles à comprendre, la direction elle-même peut ne pas être claire sur la situation financière réelle de l'entreprise et, par conséquent, d'autres parties peuvent être induites en erreur. La mise en œuvre de recommandations clés en matière de qualité et de bonnes normes comptables devrait, généralement, aboutir à des états financiers qui présentent une image fidèle. Les caractéristiques qualitatives les plus importantes sont liées à la précision et à la fidélité

¹Pigé B. (2000), Qualité de l'audit et gouvernement d'entreprise : le rôle et les limites de la concurrence sur le marché d'audit, Comptabilité Contrôle Audit, Tome 6, Vol 2, septembre, pp. 133-152

²Pochet C., Le rôle de l'information comptable dans le gouvernement d'entreprise, Revue Comptabilité, Contrôle, Audit, Tome 4, Vol. 2, pp. 71-88.

ou fiabilité des informations¹ :

3.1.La pertinence :

L'information a la qualité de pertinence si elle influence les décisions économiques d'un utilisateur en aidant les évaluations d'événements passés, présents ou futurs, ou en confirmant ou en corrigeant les évaluations précédentes. La pertinence de l'information est affectée par sa nature, sa valeur prédictive et son importance relative. Cette base classe les informations financières comme significatives si des omissions ou des inexactitudes pourraient influencer

Les décisions économiques que les utilisateurs prennent sur la base des états financiers la pertinence représente donc un critère de seuil ou de séparation plutôt qu'une caractéristique qualitative première que l'information doit posséder pour être utile

3.2.La fidélité ou la fiabilité :

Les informations ont la propriété d'être fiable si les parties prenant peuvent les utiliser pour prendre des décisions sans risque d'erreur qu'elles donnent avec précision ce qu'elles sont censées représenter. Cette caractéristique à quatre propriétés :

- ♦ L' image fidèle
- ♦ La prééminence de la substance sur la forme
- ♦ La neutralité
- ♦ La prudence
- ♦ La comparabilité et vérifiabilité

3.2.1. L'image fidèle :

Les informations doivent fournir une vision fidèle et impartiale des phénomènes économiques, des transactions ou d'autres événements qu'elles sont censées représenter. L'information financière donne une image fidèle lorsqu'elle décrit complètement les phénomènes économiques et contient toutes les informations nécessaires à sa fiabilité.²

3.2.2. La prééminence de la substance sur la forme :

Les informations doivent donner une image fidèle des transactions et autres événements

¹Obert R. (2011), «Le nouveau cadre conceptuel de l'IASB», Revue Française de Comptabilité, n° 439, p 28.

²Obert R. (2006), « Pratique des normes IFRS », Edition Dunod, 3ième Editions, Paris, p.57.

Chapitre I : présentation des missions de l'auditeur comptable et financier

qu'elles sont censées représenter. Ces transactions doivent être enregistrées et présentées selon leur contenu et les réalités économiques. Cependant, cette réalité ne correspond pas toujours à la forme juridique. L'interprétation doit se concentrer uniquement sur des objectifs économique et peut conduire à des conflits entre les normalisateurs et les entités fiscales et juridiques.

3.2.3. La neutralité :

Les informations contenues dans les états financiers doivent être neutres et exemptes d'erreurs significatives et ils doivent être ouverts d'esprit et viser à atteindre un résultat prédéterminé.¹

3.2.4. La prudence :

La prudence est l'exercice d'un certain degré de soin dans la prise des jugements nécessaires pour faire une estimation dans des circonstances incertaines par exemple. la formation de réserves ou de réserves latentes .

3.2.5. La comparabilité et la vérifiabilité :

La comparabilité est la qualité de l'information qui permet aux utilisateurs d'identifier les similitudes et les différences entre deux ensembles de données financières et comptables. La cohérence et la permanence des méthodes exigent l'utilisation des mêmes méthodes et processus comptables dans les différentes sociétés au cours d'une même période ou au sein d'une organisation d'une période à l'autre .En d'autres termes, les sociétés suivent la même norme pour assurer la cohérence et permettre de meilleures comparaisons dans le temps.

3.2.6. La compréhensibilité et la rapidité :

Informations doivent être immédiatement compréhensibles pour l'utilisateur. Ce dernier est censé avoir une bonne connaissance de l'état de l'activité économique et de la comptabilité des entreprises. En outre, les entreprises sont tenues de déployer des efforts raisonnables pour examiner les informations soumises. La clarté est la qualité de l'information qui permet aux utilisateurs de donner un sens à ces données publiques. La compréhension est améliorée lorsque l'information est catégorisée, définie et présentée de manière claire et concise. Pouvoir comparer améliore également la compréhension.

¹Obert R. (2006), opcit. p.60.

4. Les apports de la législation :

4.1.Le cadre réglementaire :

Pour contribuer pleinement au développement d'une bonne gouvernance d'entreprise, il est essentiel que les comptables et les commissaires aux comptes soient en mesure d'exercer leurs fonctions dans un environnement légal et réglementaire approprié et sécurisé. En Algérie c'est la loi n° 91-08 du 27 avril 1991 qui réglemente l'exercice de la profession de commissaire aux comptes. Cette loi est intervenue dans le cadre de l'ajustement des dispositions légales pour adapter les outils au nouvel environnement des affaires introduit par la loi de 1988 sur l'autonomie des entreprises. Leur organisation repose sur la création d'un ordre national qui est l'organe professionnel chargé, aux termes de l'article 9 de :

- Veiller à l'organisation et au bon exercice de la profession
- Défendre l'honneur et l'indépendance de ses membres

Par ailleurs le cadre conceptuel de l'International Auditing and Assurance Standards Board (IAASB) repris par la norme ISA 200 : « Une mission d'audit des états financiers a pour objectifs de permettre à l'auditeur d'exprimer une opinion selon laquelle les états financiers ont été établis, dans tous leurs aspects significatifs, conformément à un référentiel comptable identifié. Les précautions doivent être prises par les producteurs des états financiers conformément aux normes généralement admises en vue de garantir la fiabilité, la clarté, la régularité, la sincérité et la transparence ».¹

5. Les outils sécurité et de fiabilité de l'information financière :

Ces outils se résument au la nation de gouvernance d'entreprise est à la mise en place de l'audit légal .

5.1.Le gouvernement d'entreprise et la sécurité financière :

Ces dernières années, l'intérêt pour la gouvernance d'entreprise et ses mécanismes s'est répandu à l'échelle internationale. Le terme de gouvernance est largement utilisé. Avec la mondialisation des échanges et la complexité croissante des entreprises, le thème de la gouvernance dans le discours économique et les médias devient , de plus en plus spécifique. Les

¹Obert R. (2011), op. Cit. p.28.

Chapitre I : présentation des missions de l'auditeur comptable et financier

structures de pouvoir au sein des entreprises sont considérées comme un facteur décisif de compétitivité et déshabilité, et "la mise en place d'un système de gouvernance d'entreprise de qualité est une étape importante dans l'instauration de la confiance"¹

« En effet en raison de son évolution, le concept de la gouvernance ne retient pas l'unanimité des chercheurs et des spécialistes dans le domaine (Cazalet, 2005). La définition classique considère la gouvernance comme un ensemble de mécanismes internes et externes visant à aligner les intérêts de la direction sur ceux des actionnaires et des autres parties prenantes de l'entreprise »².

« Les problèmes de gouvernance s'expliquent souvent par la séparation du capital et du contrôle II décrit les types de relations qui réunissent les différentes parties prenantes, dont la direction et les actionnaires. Elle conditionne la capacité d'une entreprise à créer de la valeur et constitue un vecteur important de croissance »

.De nombreuses définitions ont été données concernant la gestion de l'entreprise. Rappelons que ce qui s'applique souvent à nos recherches et « un ensemble de règles opérationnelles et administratives qui régissent la vie des entreprises dans un contexte historique et géographique donné ». (G) définit la gouvernance d'entreprise comme « un ensemble de mécanismes qui régissent les actions de la direction et limitent leur pouvoir discrétionnaire ».³ Il s'agit d'un ensemble de normes visant à homogénéiser les fonctions de service du management et des actionnaires ».⁴En effet, la banque mondiale définit : « la gouvernance comme la manière dont le pouvoir est exercé dans la gestion des ressources économiques et sociales d'un pays pour le développement »⁵. Pour l'organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) , la gouvernance d'entreprise « spécifie la répartition des droits et des responsabilités entre les différentes parties prenantes au sein d'une entreprise, telles que le conseil

¹ Konan Anderson SENY KAN, « Evolution des systèmes de gouvernance d'entreprise : Une approche par la relation inter organisationnelle » Université des Sciences Sociales Toulouse 1, p. 03

² Florent L., Système de gouvernance d'entreprise et présence d'actionnaires de contrôle : le cas Suisse, Thèse de doctorat en sciences économiques et sociales, Université de Fribourg, Suisse, 2008, P.16

³ Charreaux (G), le gouvernement des entreprises, Ed. Economica, Paris, 1997.

⁴ www.veille.ma/IMG/PDFmohammed-semmae-gouvernancecooperative.pdf

consulter le 20/07/2023 à 13:00.

⁵ ibid.

Chapitre I : présentation des missions de l'auditeur comptable et financier

d'administration, les managers, les parties prenantes et d'autres parties prenantes »¹ Alors, même si la responsabilité de la garantie de la fiabilité de l'information financière incombe d'abord au conseil d'administration, le commissaire aux comptes assume aussi une responsabilité professionnelle dans l'accomplissement de ses diligences pour certifier l'information financière. Il importe dès lors d'apprécier le rôle de l'audit légal dans la sécurité financière.

5.2.L'audit légal au service de la gouvernance d'entreprise :

En cas de conflit d'intérêt relatif à la séparation de propriété et de gestion, le contrôleur légal est le principal représentant. Jensen et Meckling (1976), pionniers dans ce domaine, décrivent l'audit externe comme un moyen d'aligner les actions de la direction sur les intérêts des actionnaires. Ainsi, de nombreux auteurs anglo-saxons ont identifié des moyens de réduire les conflits d'intérêts ou de réduire les asymétries d'information. Elle est généralement analysée comme un mécanisme destiné à protéger les investissements et à assurer le bon fonctionnement de l'économie². Et les audits externes représentent un mécanisme de surveillance qui expose la manipulation du bilan et permet aux actionnaires de donner des évaluations de la direction. Toutefois, les pouvoirs du commissaire aux comptes, bien que de nature légale, peuvent être utilisés pour réduire les coûts de transaction et les relations contractuelles assimilables à des relations d'agence en participant à la réduction des asymétries d'information entre opérateurs économiques par le biais d'une certification de qualité exercée dans le cadre d'informations.

Financières servant de base à la prise de décision économique et financière. A ce titre, plusieurs cadres théoriques sont susceptibles d'être utilisés pour comprendre la relation entre l'audit légal et la gouvernance d'entreprise comme la théorie de l'agence.

5.2.1. La théorie de l'agence, cadre principal de l'analyse de la mission de l'auditeur :

La théorie de l'agence est l'un des cadres théoriques de base permettant de légitimer le rôle de supervision de l'auditeur au sein d'une organisation. Les relations avec le sujet définissent le problème des intérêts divergents qui existent entre les principaux acteurs (ou acteurs) de la société. Dans leur article fondateur, « Theory of the Company: Management Behavior,

¹ Broye G., Choix d'un auditeur externe de qualité différenciée et évaluation des titres à l'émission » Thèse de doctorat, Université de Bourgogne, sous la Direction de G.Charreaux, 1998

² . Deccopman. N, « Du gouvernement des entreprises à la gouvernance ». Université de Picardie Jules Verne, p. 01

Chapitre I : présentation des missions de l'auditeur comptable et financier

Administrative Costs, and Ownership Structures »¹ les auteurs appréhendent l'entreprise commun contexte contractuel, et la relation d'agence comme un individu unique (le client) avec des obligations. être conclu. Une autre personne (agent) exécute une tâche au nom du mandant, et le mandant délègue un certain pouvoir de décision à l'agent. Puisque les deux parties (mandant et mandataire) maximisent leur propre utilité, le mandataire n'agit pas nécessairement dans l'intérêt du mandant. Ainsi, les managers ont tendance à allouer une partie des ressources de leur entreprise de la manière suivante : Privilèges pour l'autoconsommation (dépenses discrétionnaires).

5.2.2. L'audit légal comme solution aux problèmes d'agence :

Dans une relation d'agence où un client (actionnaire) confie à un mandataire (gérant) la direction et la gestion de sa propre entreprise, ce dernier peut agir arbitrairement dans le but d'utiliser les actifs de la société uniquement à son profit ce sont des actions opportunistes où l'exploitation est coût supporté uniquement par les actionnaires sans bénéfice réel pour l'entreprise. Pour résoudre ces problèmes, les actionnaires peuvent demander à un tiers de superviser les administrateurs². Il s'agit d'un audit réalisé par un expert indépendant pour prévenir toute manipulation ou manipulation qui pourrait nuire à la valeur de l'entreprise. Aussi, l'audit a été initialement créé dans une optique économique, c'est-à-dire pour empêcher les dirigeants de dilapider toutes leurs richesses à leur profit. Un audit légal, également appelé est une exigence légale, non seulement pour les sociétés cotées dans de nombreux pays, mais également pour certaines sociétés et organisations en fonction de leur taille et de leur statut ».³

¹Coriat. B, Weinstein. O, « Les théories de la firme entre contrats et compétences », Une revue critique des développements contemporains, Université Paris 13, CEPN, CNPN, France, 2008, p. 07

² www.b3b.info/wp-content/uploads/la-gouvernance-bancaire-un-survey-de-litterature.pdf

Consulté le 22/07/2023 à 16 :15.

³Ibid., www.b3b.info/wp-content/uploads/la-gouvernance-bancaire-un-survey-de-litterature.pdf

Consulté le 22/07/2023 à 16 :15.

Chapitre I : présentation des missions de l'auditeur comptable et financier

III. Le rôle de l'auditeur comptable et financier :

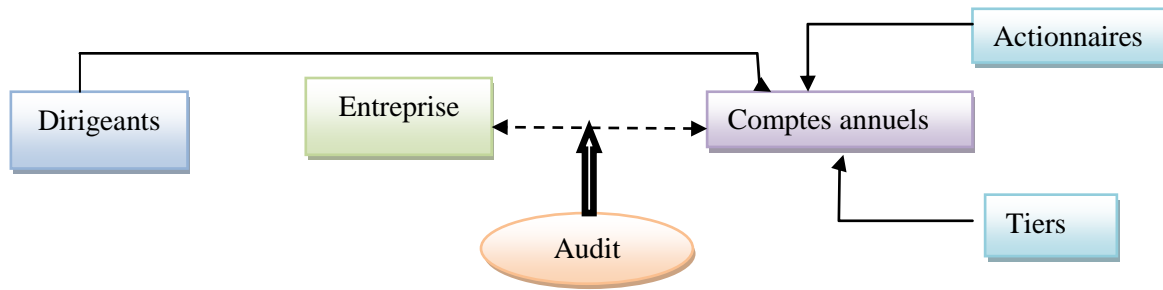
Dans ce point, nous examinons en détail le rôle crucial de l'auditeur comptable et financier dans le processus d'audit.

proposé de l'auditeur interne (test d'efficacité). Cette théorie implique une structure de l'auditeur interne.

Disposer d'informations significatives, objectives et fiables est essentiel pour les entreprises qui doivent respecter les normes de gestion internationales. Ce besoin d'information comptable, financière, économique et sociale est exprimé par tous les acteurs de l'activité économique de l'entreprise : actionnaires, organe de direction ou directoire (mission de gestion), banquiers, salariés, investisseurs, administration fiscale.

Le problème, cependant, est la base de données d'entreprise potentiellement peu fiable (informations financières et de gestion) et le manque de transparence de ces données. Cet environnement met en évidence l'importance des flux physiques et financiers et la priorité de l'implication de l'Etat et des audits des actionnaires dans la gouvernance des entreprises car l'audit est étroitement lié au système de contrôle interne, qui est la première référence d'analyse et de vérification. Les auditeurs interne et externe se partagent la mission d'évaluer la qualité de l'organisation de l'entreprise et la fiabilité des informations financières. Les auditeurs internes assurent une gestion de chaque service principalement pour s'assurer du respect des instructions données et pour détecter les détournements. Les constats et les recommandations identifiés dans le cadre de l'audit interne permettent d'améliorer le dispositif de contrôle interne en éliminant ses faiblesses. Par ailleurs, l'examen financier et comptable menant clairement référence à la partie de l'examen légal effectuée par l'auditeur, le terme d'examen financier et comptable est utilisé pour désigner de nombreuses autres tâches basées sur les états financiers de l'entreprise. Par conséquent, il faut dire que l'analyse, le contrôle, la vérification et l'étude de tout ou partie du processus comptable d'une entreprise (états financiers, états financiers, écritures comptables, etc.) peuvent être appelés audit financier.

Figure 01 : le rôle de l'audit légale dans la relation d'agence de l'entreprise ¹



Source : herbach .O(2000), « le comportement au travail des collaboration de cabinets d'audits financier ;une approche par contrat psychologiques » ,thèse de doctorat en science de gestion , toulouse , p03

1. Les professionnels de l'audit financier et comptable:

1.1.les auditeurs internes et externes:

Les audits sont réalisés par des experts externes ou certains collaborateurs. Dans le cas d'expert externe (commissaire aux comptes). la mission est légitime (équivalente à une obligation) et est effectuée par un expert indépendant qui est le commissaire aux comptes. Entoure, il existe des éléments contractuels, temporaires et permanents, auxquels cas ils sont confiés à des auditeurs internes qui sont des auditeurs. Dans le cas du professionnel interne d'une entreprise (auditeur interne), la tâche est permanente et confiée aux salariés de l'entreprise. Par ailleurs, dans les domaines de l'administration publique et du secteur public, les inspecteurs des finances et les magistrats de la Cour des comptes sont responsables de. Certaines de leurs activités.

1.2.L'auditeur interne :

L'auditeur interne est un salarié de l'entreprise et il dépend normalement de la direction générale en ce qui concerne la définition de ses responsabilités. L'objectif de ses missions est d'assister les membres de la direction dans l'exercice efficace de leurs responsabilités en leur fournissant des analyses, des appréciations, des recommandations et des commentaires pertinents concernant les activités examinées. Ceci implique que ses missions couvrent toutes les fonctions de l'entreprise.

¹herbach .O(2000), « le comportement au travail des collaboration de cabinets d'audits financier ;une approche par contrat psychologiques » ,thèse de doctorat en science de gestion , toulouse , p03

Chapitre I : présentation des missions de l'auditeur comptable et financier

1.3. Les auditeurs externes :

Il existe deux catégories d'auditeurs externes indépendants : les experts comptables et les commissaires aux comptes. Notons que si les experts comptables sont aussi des commissaires aux comptes, la réciprocité n'est pas vraie. Les deux professions ont de nombreux points communs. Le plus important est que toutes les deux ont pour vocation d'exprimer une opinion sur le Comptes

1.4. Les experts comptables :

en Algérie la loi n° 91-08 du 27 avril 1991 résume le rôle de l'expert-comptable en donnant une définition légale : « est expert comptable, au sens de la présente loi , toute personne qui, en son propre nom et sous sa responsabilité, fait profession habituelle d'organiser, de vérifier, de redresser et d'analyser les comptabilités et les comptes de toute nature des entreprises et sociétés commerciales et des sociétés civiles, dans les cas légalement prescrits par la loi et qui le charge de cette mission à titre contractuel d'expertise et / ou d'audit¹

Il peut être habilité, sous réserve des dispositions contenues dans la présente loi, à exercer la fonction de commissaire aux comptes et à attester à ce titre de la sincérité et de la régularité des comptabilités et des comptes, conformément aux dispositions prévues par le code de commerce

1.5. Les commissaires Aux Comptes :

En Algérie la loi N° 91-08 du 27 avril 1991 résume le rôle du commissaire aux comptes en donnant une définition légale qui suit : « Est commissaire aux comptes, au sein de la présente loi, toute personne qui, en son nom propre et sa propre responsabilité, fait profession habituelle d'attester de la sincérité et de la régularité des comptes des sociétés et des organismes prévus à l'article de cette loi en vertu des dispositions de la législation vigueur²

1.6. Les fonctionnaires de l'Etat :

Les fonctionnaires et magistrats mènent eux aussi des missions d'audit qui entrent dans l'une des catégories présentées précédemment : les magistrats de la Cour des comptes mènent

¹ Loi n°91-08 du 7 avril 1991 portant l'organisation de la profession d'expert comptable de commissaire aux comptes et de comptable agréé JORA n°,1/05/91 p 540-547.

² Loi n°91-08 du 7 avril 1991 portant l'organisation de la profession d'expert comptable de commissaire aux comptes et de comptable agréé JORA n°,20/05/91, p 540-547.

Chapitre I : présentation des missions de l'auditeur comptable et financier

entre autres des audits de la gestion, les inspecteurs des finances mènent , entre autres des audits opérationnels, les inspecteurs du travail mènent entre autres des audits sociaux etc.

2. La méthodologie de l'audit financier et comptable :

Nous examinons dans un premier temps la méthodologie de l'audit financier et comptable menée par l'auditeur interne et dans un deuxième temps celle menée par l'auditeur externe.

2.1. La méthodologie de l'audit interne :

Toute mission d'audit interne se déroule en trois grandes phases : étude, vérification et conclusion.

2.1.1. Phase d'étude :

A la décision de réaliser une mission d'audit est confirmée lorsque la direction ou le comité d'audit ont des préoccupations concernant un sujet, un service ou un processus. Les commandes de test sont déclenchées par des commandes qui donnent aux testeurs un accès illimité aux inventaires de documents, aux emplacements et aux parties. Certaines entreprises peuvent publier un plan ou une partie d'un plan d'audit, divulguant l'étendue de leur mission. Après réception de la commande, l'audit interne peut commencer dès la phase préparatoire.

- L'identification et évaluation des risques : Le tableau des risques.
- Cette étape constitue l'application de la norme professionnelle 22 10 A1 . Cette phase, appelée aussi phase d'identification des zones à risques qui va conditionner la suite de la mission. Elle va permettre à l'auditeur de construire son programme et d'organiser sa mission en identifiant les points qu'il devra approfondir.
- La définition des objectifs : le Rapport d'Orientation.
- Appelé aussi plan de mission ou termes de références ou notes d'orientation. Il s'agit d'un document formalisé en application de la norme professionnelle 2240. « Ce rapport définit et formalise les axes d'investigation de la mission et ses limites, il les exprime en objectifs à atteindre par l'audit et pour le Demandeur et les audités »¹ Ce document qui intervient à la fin de la phase d'étude et juste avant la phase de réalisation présente les objectifs poursuivis et les zones à risques que les auditeurs vont examiner.

¹ LEMANT O , « La conduite d'une mission d'audit interne », édition dunod, 195, page 73.

Chapitre I : présentation des missions de l'auditeur comptable et financier

2.1.2. La phase de vérification nommée aussi réalisation :

pour la vérification, l'auditeur poursuit les éléments suivants le déroulement de cette phase appelle aux capacités d'observation, de dialogue et de communication de l'auditeur. Elle exige de l'auditeur interne de se rendre de façon durable auprès de l'unité à auditer. Le début de cette phase est marquée par une réunion d'ouverture qui marque le commencement des opérations de réalisation sur le terrain et qui nécessite naturellement un programme à présenter à l'audit.

- Le programme de vérification / le programme d'audit / le planning de réalisation est le document défini par Lemant (1995) comme le document interne du service d'audit, utilisé pour définir, diffuser, planifier et suivre le travail de l'auditeur. Les examinateurs sont ainsi nommés parce qu'ils examinent la réalité des forces et des faiblesses apparentes, confirmant la présence de forces et modifiant l'apparence des faiblesses. Ce travail comprend des observations, des comparaisons, des entretiens, etc.
- Le questionnaire de contrôle interne: Ce document est considéré comme le guide de l'auditeur pour réaliser son programme, il contribuera à évaluer le dispositif du contrôle interne d'une organisation ou d'une fonction à auditer.
- La Feuille de Révélation et d'Analyse de Problème « la FRAP »: Ce document, défini par Lemant (1995), est le document de travail global permettant aux auditeurs de documenter chaque dysfonctionnement, de compléter chaque section de travail de terrain et de communiquer avec les audités concernés. En effet, les dysfonctionnements détectés par les inspecteurs font l'objet d'un déclenchement de la FRAP. Ce document formule le raisonnement de l'auditeur et comprend
 - Le problème qui résume le dysfonctionnement.
 - Les constats ou les faits qui le prouvent.
 - Les causes qui l'expliquent.
 - Les conséquences qu'il entraîne
 - Les recommandations qui le résolvent.

2.1.3. Phase de conclusion :

L'auditeur interne réorganise toutes les informations du document de travail pour produire un rapport qui nécessite une vérification. Cette phase comprend la synthèse du rapport, la réunion de clôture, la rédaction du rapport final et sa validation. Le cadre du rapport est basé sur

Chapitre I : présentation des missions de l'auditeur comptable et financier

les problèmes rencontrés dans la FRAP et fournit l'ordre des messages qui apparaissent dans le rapport d'achèvement de la mission. Les conclusions de l'audit portent sur la capacité de l'organisme audité à mener à bien sa mission et mettent en évidence son incapacité à développer des mesures correctives. Il s'agit d'une action de communication en trois phases : Projeter, Valider et Clôturer.

2.2. La méthodologie de l'audit externe :

RAFFEGEAU et al. (1994) expliquent dans leur ouvrage¹ la démarche générale de l'auditeur: elle s'organise par les étapes suivantes :

- Orientation et planification ;
- Appréciation du contrôle interne ;
- Contrôle des comptes ;
- Examen des comptes annuels et des événements postérieurs à la clôture de l'exercice ;
- Synthèse des travaux et rapport ;

2.2.1. L'orientation et la planification de la mission:

Cette phase est nécessaire à l'auditeur car elle lui permet de concevoir les grandes lignes de la démarche dans l'entreprise audité. Dans le cadre de cette phase s'inscrivent.

- La prise de connaissance générale qui inclut l'examen analytique préliminaire;
- L'élaboration du plan général de l'audit : Ce plan appelé aussi plan de mission, a pour objet de reprendre et de résumer les informations collectées par l'auditeur afin de prendre les décisions nécessaires à la réalisation de la mission d'audit
- l'élaboration du programme de travail.

2.2.2. L'appréciation du contrôle interne:

Cette étape est nécessaire car elle permet de connaître le système comptable et ses risques afin d'organiser les travaux d'audit. Cet ouvrage propose un examen et une évaluation détaillés du processus dans deux cas : Si le système est très important pour l'entreprise en raison des opérations effectuées sur le système et de l'impact sur les états financiers:

- Lorsqu'un système revêt une importance capitale pour l'entreprise en raison des opérations

¹ REFFEGEAN Jean, pierre, DE MENONVILLE Didier, « l'audit financier » édition presses universitaires de France 1994, page 54.

quiy sont traitées et de leur impact sur les états financiers.

- Lorsqu' un examen et une évaluation du système doivent permettre à l'auditeur d'efficacité en limitant les contrôles directs des comptes, selon RAFFEGEAU et al (1994).

2.2.3. Contrôle des comptes: ¹

Le contrôle des comptes constitue une étape inévitable même si le contrôle interne présentetoutes les sécurités nécessaires. L'auditeur devra effectuer des contrôles directs des comptes ainsi que des tests de validation ou substantifs. Ces tests de validation peuvent être regroupés en quatre typesprincipaux :

- **L'examen et l'observation:** Les audits sont effectués en examinant les livres et les documentsqui reflètent les transactions financières, les comptes et les actifs corporels enregistrés (tels queles amortissements et les contrôles des coûts de main-d'œuvre). Observer, c'est suivre unedémarche que d'autres mènent pour le contrôle.
- **Les investigations, les confirmations directes et les déclarations de la direction:** La rechercheconsiste à recueillir des informations fournies par l'entreprise ou son environnement extérieur.L'enquête est menée au moyen d'entretiens oraux avec la direction de questions écrites à destiers. La vérification directe implique souvent une demande écrite de certaines informations oula vérification des informations par un tiers autre que l'entité auditée.
- **La lettre de confirmation:** Selon RAFFEGEAU et al., nous nous engageons à nous fier auxdéclarations faites par la direction pour confirmer les déclarations orales. (1994). Ces Déclarations écrites sont des preuves supplémentaires pour justifier la recherche et les réponses reçues dans le domaine particulier. Les caractéristiques des confirmations indiquent le rôle limité que les auditeurs peuvent jouer dans l'exercice de leurs fonctions. Par conséquent, si l'auditeur n'a aucun contrôle, il est obligé de se fier auxaffirmations,
- **Les calculs :** l'auditeur est amené à vérifier l'exactitude arithmétique des informations enrefaisant le calcul.
- **L'examen analytique:** Connue comme étant « l'examen qui désigne les techniques utiliséespour déterminer le caractère raisonnable des informations contenues dans les

¹ RAFFEGEAU Jean, dufils pierre ,de MONOVILLE Didier ,op cite page 63.

Chapitre I : présentation des missions de l'auditeur comptable et financier

comptes »¹. Les techniques de l'examen analytique sont utilisées lors de la préparation de la mission pour détecter les informations nécessitant un examen particulier et aussi pour s'assurer de la cohérence des comptes annuels à la fin de l'audit.

2.2.4. L'examen des comptes annuels et des événements postérieurs à la clôture de l'exercice:

L'objet de l'examen des comptes annuels est de s'assurer que les états financiers présentent les caractéristiques suivantes :

- **La cohérence des états financiers:** Le but de cet examen est d'assurer la cohérence des changements prévus et d'identifier les changements inhabituels ou imprévus qui peuvent faire l'objet d'un examen supplémentaire. L'auditeur apprécie cette cohérence par l'utilisation de techniques de recherche analytique, notamment par la détermination de chiffres clés par rapport à l'année précédente, la comparaison des comptes annuels avec les comptes de l'exercice précédent et les comptes prévisionnels
- **La concordance avec les données de la comptabilité:** il s'agit d'un contrôle formel pour vérifier que les chiffres du bilan, de compte de résultat et de l'annexe concordent avec ceux de la balance auditée.
- **Le respect des dispositions légales et réglementaires :** L'auditeur doit s'assurer que l'entreprise respecte les dispositions légales et réglementaires auxquelles elle est soumise lors de l'établissement des états financiers. Cet examen porte sur:
 - Les politiques et les méthodes comptables utilisées par l'entreprise pour s'assurer qu'elles sont acceptables.
 - **Le respect des pratiques comptables de base :** les principes de continuité d'activité et de cohérence de méthode : ces deux pratiques sont, non seulement, pertinentes pour la mission de la comparaison des états financiers de l'exercice.
 - **La conformité aux obligations légales en matière d'annotations :** Les commissaires aux comptes s'assurent que les informations nécessaires à l'établissement des annexes sont fiables et disponibles. L'annexe doit être accessible au plus grand nombre d'utilisateurs et éviter les formalités excessives qui la rendent difficile à comprendre. L'annexe doit contenir toutes les informations importantes sur la situation financière. Les auditeurs

¹op cite page 63.op cite page 63.

Chapitre I : présentation des missions de l'auditeur comptable et financier

portent une attention particulière aux informations pour lesquelles il n'existe pas de traduction comptable comme l'événement postérieur, les engagements hors bilan et les passifs éventuels.

2.2.5. La synthèse des travaux et le rapport :

La synthèse des travaux se concrétise par un jugement professionnel. L'auditeur décide si tous les travaux nécessaires ont été effectués, par la suite il convient d'examiner la nature des ajustements.¹

L'audit légal mené par le commissaire aux comptes comporte un audit financier et comptable conduisant à la certification. Le commissaire aux comptes achève par conséquent sa mission par la rédaction d'un rapport appelé rapport général dans lequel il donne son opinion sur la régularité, la sincérité et l'image fidèle des comptes annuels. Selon l'IFAC, le rapport doit comporter les informations suivantes:

- Un titre général « rapport d'audit » ;
- Les destinataires du rapport : en général les propriétaires ou le conseil d'administration
- L'identification des comptes annuels : nom de l'entité, date de clôture des comptes annuels et la période qu'il couvre
- Le fait que les états financiers sont établis sous la responsabilité de la direction de l'entreprise et que le rôle de l'auditeur est d'exprimer une opinion sur ces états financiers
- Des précisions sur l'étendue de l'audit
- La référence aux normes d'audit et aux pratiques admises;
- La mention que l'audit a pour objectif d'obtenir une assurance raisonnable
- Le rapport que l'audit inclut un examen par sondage des informations, une appréciation des principes comptables, des évaluations faites par la direction et des états financiers dans leur ensemble.
- L'opinion sur les comptes annuels qui doit être exprimée clairement
- La signature de l'auditeur, son adresse et la date du rapport.

Par ailleurs, le rapport global est divisé en deux parties, la première partie portant sur des avis et la seconde partie sur un bilan spécifique.

¹ Herrbach O. (2000), « Le comportement au travail des collaborateurs de cabinets d'audits financier : une approche par contrat psychologiques », Thèse de doctorat en sciences de gestion, université de Toulouse, p. 03

3. Les travaux de l'auditeur interne :

Initialement un planning est envoyé par la société mère détaillant les domaines de contrôle et d'investigation à effectuer. Ce planning détaille le travail de l'auditeur interne à trois périodes: mensuelle, trimestrielle et en ad hoc.¹ Des programmes détaillés des travaux sont joints expliquant les étapes à suivre pour garantir un contrôle efficace et complet. S'ajoute à cela un second planning concernant des travaux d'audit annuels. Durant l'exercice de notre cas pratique, les services ciblés entrant dans le champ d'application et d'appréciation de la cellule d'audit interne sont les suivants :

- La paie, Le Reporting, Les Ventes, Les Stocks, La comptabilité générale. Un « Guideline » est adressé à l'auditeur interne détaillant la mission à effectuer ainsi que le motif du choix du contrôle des Services à effectuer. Il est aussi important de mentionner que l'audit annuel s'effectue en deux temps:
 - ✓ De Octobre à juin: 75 % des contrôles.
 - ✓ De Juillet à octobre: 25% des contrôles

Pour les contrôles mensuels, l'auditeur procéde chaque mois aux contrôles des domaines suivants:

- ✓ la production, la distribution et le marketing, les financiers.

3.1. **La production** : L'audit se fait par exemple par :

- ✓ Le contrôle des mouvements des stocks des pièces de rechange,
- ✓ L'inventaire physique
- ✓ Le contrôle des achats
- ✓ Le contrôle des factures de réparation des véhicules.

3.2. **La distribution et le marketing** : Cet audit se fait sur :

- ✓ L'audit des avoirs et des limites de crédit.
- ✓ Le contrôle des consommations de carburant,
- ✓ Le contrôle de la caisse du dépôt du distributeur principal.
- ✓ L'audit des ventes.
- ✓ La vérification des commissions d'agences de publicité,

¹Abir Sakka « l'auditeur : complice ou victime de l'audit ? » Université Paris Dauphine, 2010, p. 03

Chapitre I : présentation des missions de l'auditeur comptable et financier

- ✓ Le contrôle d'opportunité des dépenses promotionnelles.
- ✓ Le contrôle des notes de frais de la force de vente.
- 3.3. **Les Finances:** Se fait par les états de rapprochement bancaires.
- ✓ L'audit des comptes jugés les plus significatifs du bilan et du résultat.
- ✓ Le contrôle de la caisse
- ✓ Le contrôle de la TVA
- ✓ Le contrôle de la variation de la paie de la société.
- ✓ Les transactions du cycle d'exploitation;
- ✓ L'audit des transactions effectuées par les administrateurs
- ✓ Le contrôle des accès informatiques pour chaque employé de la société.

Quand au contrôles trimestriels ces services s'exécutent et chaque trimestre et concerne :

- ✓ L'audit des immobilisations,
- ✓ L'audit de la paie

Pour les contrôles AD-HOC , l'auditeur interne effectue par exemple :

- ✓ L'audit des charges de distribution.
- ✓ Le contrôle inopiné des sorties des camions de déchets de l'usine.
- ✓ Les sorties des camions de produits finis
- ✓ la vérification de la facturation des billets d'avion et des gratuités.

3.4. Le commissariat aux comptes dans la société :

Un audit légal, le commissariat aux comptes est pratiqué selon les normes professionnelles applicables en Algérie. Le commissaire aux comptes est nommé par voie d'assemblée générale, Le rapport émis par le commissaire aux comptes de la société à l'exercice clos sur :

- Le contrôle des comptes annuels de la société par actions établis en dinars algériens, tels qu'ils sont présentés . Le commissaire aux comptes vérifie que les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, de continuité de l'exploitation et de l'indépendance des exercices conformément à la loi comptable algérienne et aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels. La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits aux états financiers est la méthode du coût historique.

Chapitre I : présentation des missions de l'auditeur comptable et financier

- Les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi qui portent sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration, et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels .
- L'expression d'une opinion sur les comptes annuels arrêtés par le conseil d'administration.
- **Les rapports spéciaux doivent présenter :**

Les conventions réglementées dont il a été avisé. Le code de commerce algérien dispose en substance que « toute convention entre une société et l'un de ses administrateurs, soit directement ou indirectement, soit par personne interposée doit être soumise sous peine de nullité, à l'autorisation préalable de l'Assemblée Générale, après rapport du commissaire aux comptes ».

- **Les rémunérations les plus élevées :** conformément aux articles 680 - 39, 818 - 1° (d) et 819 du code de commerce algérien , le commissaire aux comptes présente le montant certifié exact des rémunérations versées aux dix personnes les mieux rémunérées de la société l'exercice clos.
- L'auditeur performances au cours des cinq derniers exercices : Conformément à l'article 678 du code de commerce algérien, le commissaire aux comptes rend compte des performances nettes réalisées par la société au cours des cinq derniers exercices;
- Le Commissaire aux Comptes indique dans son rapport que l'Assemblée Générale a décidé d'allouer des dinars symboliques aux membres du Directoire à titre de jetons de présence.

Conclusion :

En conclusion, la présentation des missions de l'auditeur comptable et financier met en évidence l'importance cruciale de leur rôle dans la préservation de l'intégrité et de la transparence financière au sein des entreprises. Leur engagement à assurer la conformité aux normes comptables et réglementaires, la détection des fraudes éventuelles, ainsi que l'évaluation rigoureuse des contrôles internes, témoigne de leur contribution essentielle à la solidité et à la viabilité des organisations. En favorisant la confiance des parties prenantes et en minimisant les risques financiers, les auditeurs comptables et financiers continuent de jouer un rôle fondamental dans la préservation de l'équité et de la fiabilité des informations financières.

Chapitre II :

*Les normes légales de la responsabilité de
l'auditeur comptable et financier*

Introduction :

Le chapitre intitulé "Les normes légales de la responsabilité de l'auditeur comptable et financier" explore en profondeur les fondements essentiels qui guident le rôle crucial de l'auditeur dans le domaine comptable et financier. Ce chapitre se divise en trois points majeurs. Le premier point met en lumière la présentation détaillée des normes d'audit international, définissant ainsi les bases universelles qui régissent la profession. Dans le deuxième point, nous nous penchons sur la responsabilité spécifique de l'auditeur comptable et financier dans le contexte des normes d'audit comptable et financier internationales, en examinant ses obligations et devoirs essentiels. Enfin, le troisième point met en évidence la responsabilité de l'auditeur comptable et financier dans le cadre des normes d'audit comptable et financier en vigueur en Algérie, offrant ainsi une perspective complète de la portée et des exigences de cette profession cruciale sur le plan national. Ce chapitre constitue un guide essentiel pour comprendre les normes légales qui régissent le rôle de l'auditeur dans le monde de la comptabilité et des finances, tout en mettant en évidence les spécificités du contexte algérien.

I. Les normes internationales d'audit :

Les normes comptables et financières internationales sont essentielles pour garantir la transparence. La comparabilité et la fiabilité de l'information financière au niveau mondial.

Dans ce contexte, l'auditeur occupe une position clé en tant que gardien de l'intégrité de ces normes.

Le mot norme dans le dictionnaire Larousse désigne « Règle, principe, critère auquel se réfère tout jugement : Se fonder sur la norme admise dans une société »¹

« La norme est un document établi par consensus, qui fournit, pour des usages communs et répétés, des règles, des lignes directrices ou des caractéristiques, pour des activités où leurs résultats, garantissant un niveau d'ordre optimal dans un contexte donné ».

Donc les normes sont des accords documentés qui contiennent des spécifications précises destinées à une application répétitive et utilisées systématiquement comme des règles dans ce deuxième point nous allons présenter :

- 1) Les principales normes ISA et leur objectif
- 2) Les normes d'audits financiers
- 3) La responsabilité de l'auditeur comptable et financier selon les normes internationales.
- 4) Les normes d'audit dans le contexte Algérien .

1. Les principales normes ISA et leur objectif

La responsabilité de l'auditeur comptable et financières selon Les normes internationales

Les normes d'audits dans le contexte algérien .La mission de la fédération internationale des Comptables (International Federation Of Accountants-IFAC) telle que définie dans ses statuts a été créée en 1977 et son siège se situe à New York. L'IFAC regroupe les organisations professionnelles comptables d'environ quatre vingt pays.

¹ Site internet , dictionnaire de français en ligne. Repéré à

<http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/norme/55009?q=la+norme+#54629>. Consulté le 02/08/2023 à 10 :15.

Chapitre II : les normes légales de la responsabilité de l'auditeur comptable et financier

L'IFAC émet des recommandations concernant l'audit, la comptabilité de gestion, la formation des personnels comptables et l'éthique professionnelle, ces recommandations s'imposent aux membres des organisations professionnelles adhérentes mais pas aux entreprises

Sa mission est « d'encourager le développement et la croissance d'auditeurs capables de fournir un service cohérent et de haute qualité dans l'intérêt public sur la base de normes harmonisées ».

Pour atteindre cet objectif, le conseil d'administration de L'IFAC a créé l'IAASC dans le cadre de son mandat d'élaborer des normes de haute qualité, des recommandations et des normes de contrôle qualité pour une application mondiale dans les travaux d'audit, d'assurance et de services connexes, et les normes ISA s'appliquent à l'audit des informations financières¹.

Les objectifs de ses principales normes peuvent être traduits en un ensemble de normes où traite d'un aspect spécifique, comme l'exercice des fonctions d'audit des états financiers ou la préparation de rapports .

Cette mission est représentée par la norme ISA 200 dont l'objet est de définir des procédures et des principes de base et de déterminer leur application par rapport aux objectifs et principes généraux du contrôle des états financiers. Cette norme détaille également les responsabilités de la direction dans la préparation et la présentation des états financiers et dans le choix du référentiel comptable désigné dans la norme ISA par « référentiel comptable applicable » à utiliser pour préparer les états financiers .

Afin de mieux expliquer les principales normes d'audits et leurs objectifs, nous les synthétisons dans le tableau n°2

¹LAROUSSE : dictionnaire de français en ligne. Repéré à

<http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/norme/55009?q=la+norme+#54629>

<http://www.anpea.com/le-bureau-de-normalisation/normes-et-normalisation.html>

Extrait du Guide ISO/CEI 2

<https://www.auditsi.eu/?p=4345>

Chapitre II : les normes légales de la responsabilité de l'auditeur comptable et financier

2. La norme ISA 210 portant sur les termes de la mission d'audit :

Tableau n°1 : les principales normes d'audits et leurs objectifs .

Normes	Objectifs
ISA 210	<p>Porte sur des procédures et des principes fondamentaux et de préciser leurs modalités d'application concernant</p> <p>L'accord avec le client sur les termes de la mission d'audit</p> <p>la démarche de l'auditeur face à une demande de modification des termes de sa mission par le client pour une mission aboutissant à niveau d'assurance moins élevé .</p> <p>De mission d'audit : Il est dans l'intérêt du client et de l'auditeur d'envoyer le contrat le plus tôt possible afin d'éviter tout malentendu sur le contrat. Cette lettre confirme l'acceptation de l'audit par l'auditeur et explique l'objet et la portée de l'audit , l'étendue des responsabilités de l'auditeur envers le client et le format du rapport à produire .</p> <p>L'auditeur peut également souhaiter inclure dans sa lettre de mission les dispositions relatives à la planification de l'audit</p>
ISA 220	<p>Porte sur Des missions d'audit d'informations financiers historiques, les règles d'éthique, les règles d'indépendance, une revue du contrôle qualité qui doivent être mise en œuvre dans le cadre de chaque mission d'audit,</p>
ISA 230	<p>Porte sur documentation d'audit ainsi toutes les informations importantes relatives à la mise en place et au déroulement d'une mission d'audit doivent être consignées dans un dossier</p>
ISA 240	<p>Porte sur la responsabilité de l'auditeur dans la prise en considération de fraudes dans l'audit d'états financiers. L'auditeur lors de la planification et de la réalisation de l'audit les doit prendre en compte le risque que les états financiers contiennent des anomalies significatives provenant de fraudes .</p>
ISA 250	<p>Porte sur la prise en compte des textes législatifs et réglementaire dans l'audit des états financiers, dans ce cas l'auditeur doit veiller au respect par l'entité des textes législatifs et</p>

Chapitre II : les normes légales de la responsabilité de l'auditeur comptable et financier

	réglementaires en vigueur .
ISA 260	<p>F Porte sur la communication des questions soulevées à l'occasion de l'audit aux personnes constituent le gouvernement d'entreprise et qui présentent un intérêt pour ces personnes du fait de leur fonction</p> <p>La mention qu'il s'attend à recevoir de la direction, une confirmation écrite concernant les déclarations qui lui ont été faites en rapport avec l'audit .</p> <ul style="list-style-type: none">○ La demande de confirmation des termes de la mission par accusé de réception de la lettre de mission○ La description des autres ou rapports que l'auditeur compte remettre au client○ La base de calcul des honoraires et les conditions de facturation ¹

Source : site internet de la compagnie national des commissaire aux comptes de France CNCC
www.cncc.fr/sections/documentation_publig/la_profession/traduction_desnormes/normes_d_audit_inter/view

2.1.,Les normes d'audits financiers :

Les normes d'audit qui sont généralement acceptées ou approuvées par des directive de comptables ou d'organismes gouvernement pertinent pour la profession comptables sont des :

- Les normes générales
- Les normes de travail
- Les normes des rapports
- Les normes générales

On peut citer trois normes générales à savoir :

2.1.1. Les normes générales

Les travaux d'essai qui doivent être effectués par une on plusieurs personnes ayant des qualifications techniques et une expérience suffisante et des capacités d'analyse suffisantes ;

L'indépendance morale et l'objectivité impartiale des auditeurs qui doivent être maintenues tous les tous les domaines.Les auditeurs

¹ la compagnie national des commissaire aux comptes de France CNCC,document issus de site www.cncc.fr/sections/documentation_publig/la_profession/traduction_desnormes/normes_d_audit_inter/view consulté le 02 /08/2023 à 19 :30.

Chapitre II : les normes légales de la responsabilité de l'auditeur comptable et financier

Les auditeurs qui doivent faire preuve d'une rapidité et d'une diligence maximales dans l'exercice de leurs fonctions

2.1.2. Les Normes de travail :

Les normes de travail peuvent être énumérées ainsi :

Les travaux doivent faire l'objet d'une planification et d'une programmation raisonnables en fonction des objectifs et des moyens d'exécution prévus, et les aides doivent être conseillées et supervisées en tout temps ;

Des recherches et des analyses sont nécessaires, d'une part , pour évaluer le contrôle interne de l'entreprise et, d'autre part, pour définir le périmètre des contrôles et investigations qui doivent être réalisés afin que les vulnérabilités détectées puissent être couvertes.

Les revues, audits enquêtes et certifications de tiers doivent être clairs et suffisants pour former une opinion sur les états comptables et financiers de la société.

2.1.3. Les Normes des rapports :

Concernant les normes des rapports, on cite les suivantes :

Le rapport doit indiquer si les résultats financiers annuels présentés sont conformes aux principes comptables généralement reconnus ;

Le rapport doit faire apparaître que le mode de présentation n'a pas changé d'un exercice à l'autre. Si tel n'est pas le cas, la direction doit présenter les comptes selon l'ancienne et la nouvelle méthode, et les différences et les incohérences introduites par les modifications ;

Les administrateurs doivent fournir des explications suffisantes dans les états financiers et les documents d'approbation de fin d'année ;

La commissaire aux comptes donne son avis dans le rapport prouvant la régularité et la sincérité des documents et de la comptabilité soumis au contrôle si les erreurs constatées font pas l'objet de propositions de corrections, ou si une fraude est constatée ;

Les auditeurs doivent atténuer autant que possible le risque lié aux questions importantes en utilisant de meilleurs programmes de contrôle pour couvrir les faiblesses des contrôles internes de l'entreprise. De bons contrôles internes caractérisés par une bonne organisation, et des

Chapitre II : les normes légales de la responsabilité de l'auditeur comptable et financier

procédures écrites appropriées prenant en compte le contrôle systématique des tâches à accomplir réduisent les risques d'erreurs et de détournements de fonds d'une part, et d'autre part, L'auditeur facilite la gestion du programme En outre, lors de la , lors de la préparation du rapport de L'auditeur, celui-ci doit tenir compte de toute circonstance survenue après la clôture de l'exercice et susceptible d'avoir une incidence sur le fondement de l'opinion d'audit ¹.

¹ La Banque Mondiale, Manuel de Comptabilité générale, Information financière et Audit (FARAH : Financial Accounting, Reporting and Auditing Handbook), 1^{er} édition, 1995, po 31 – 172.

Chapitre II : les normes légales de la responsabilité de l'auditeur comptable et financier

II. La responsabilité de l'auditeur comptable et financier selon Les normes d'audit internationales : ¹

La responsabilité de L'auditeur comptable et financier selon les normes internationales est vaste et englobe plusieurs aspects importants.

Voici quelques -unes des principales responsabilités de l'auditeur : plusieurs éléments principaux de financiers la responsabilité de l'auditeur les éléments sont énumérées comme suivant :

- **l'indépendance et l'objectivité** : L'indépendance et l'objectivité : l'auditeur doit maintenir une indépendance professionnelle totale vis – à vis de l'entité qu'il audite. Cela signifie qu'il doit être libre de toute influence ou pression qui pourrait compromettre son jugement objectif lors de l'exécution de l'audit ;
Le conformité aux normes d'audit : l'auditeur doit se conformer aux normes internationales d'audit (ISA) établies par l'International Auditing and Assurance Standards Board (IAASB). Ces normes définissent les principes fondamentaux de l'audit et les procédures à suivre pour effectuer un audit de qualité ;
- **La planification de l'audit** : L'auditeur est responsable de la planification adéquate de l'audit, en identifiant les risques significatifs liés aux états financiers de l'entité et en concevant des procédures d'audit appropriées pour y faire face. Une planification adéquate garantit que l'audit est réalisé de manière efficace et efficiente.
- **La collecte de preuves et tests substantifs** : l'auditeur doit obtenir des preuves d'audit suffisantes et appropriées pour fonder son opinion sur les états financiers. Cela implique d'utiliser diverses procédures d'audit telles que les confirmations, les inspections physiques , les analyses et les tests substantifs pour vérifier la validité et la fiabilité des informations financières. **L'évaluation des contrôles internes** : l'auditeur doit évaluer les contrôles internes mis en place par l'entité pour prévenir et détecter les erreurs et les fraudes.

Cette évaluation aide à déterminer l'étendue des procédures d'audit à effectuer et à

¹ Normes internationales d'audit (ISA) "La responsabilité de l'auditeur comptable et financier selon les normes internationales," OpenAI , issu de site <https://www.openai> consulté le 03/08/2023 à 9 :10.

identifier les domaines à risque élevé nécessitant une attention particulière

- **l'identification des erreurs et des fraudes** : l'auditeur est responsable de détecter les erreurs significatives et les fraudes éventuelles dans les états financiers.

S'il découvre de telles anomalies, il doit les signaler et prendre les mesures appropriées conformément aux obligations professionnelles et légales ;

- **La communication des constatations** :

L'auditeur doit communiquer de manière appropriée et claire les constatations

importantes découlant de l'audit aux parties prenantes concernées.

Cela inclut la communication des faiblesses dans les contrôles internes, des erreurs ou des fraudes découvertes, ainsi que des recommandations pour améliorer les pratiques comptables et financières de l'entité

- **L'opinion sur les états financiers** : À la fin de l'audit, l'auditeur doit formuler une opinion sur les états financiers de l'entité. Cette opinion peut être sans réserve (les états financiers donnent une image fidèle), avec réserves (certains aspects sont problématiques) ou refusée (l'auditeur n'est pas en mesure de se prononcer) ;

Chapitre II : les normes légales de la responsabilité de l'auditeur comptable et financier

III. La responsabilité de l'auditeur comptable et financier selon Les normes d'audit Algériennes.

Les Normes Algériennes d'Audit des états financiers visent toutes les formes de missions d'audit qu'ils soient légales ou contractuelles.

Elles forment ainsi avec les « normes de rapports du commissaire aux comptes », parues en 2013, le 1^{er} jalon d'un processus de mise en place progressive du « référentiel national d'audit financier ». Il est prévu que la norme NAA 200 transposée dans la réglementation algérienne vu que le SCF en peut être compris sans référence à la NAA 200 et donc d'ISA 200.

D'audits normes sont publiés en Algérie pour le bon déroulement la mission d'audit comptable et financier ces normes sont les suivantes ¹:

- La Norme Algérienne d'Audit - 210 - « accord sur les termes des missions d'Audit » ;
- La Norme Algérienne d'Audit- 505- « confirmations externes » ;
- La Norme Algérienne d'Audit- 560-« événements postérieurs à la clôture »
- La Norme Algérienne d'Audit-580-« déclarations écrites ».
- Les quatre NAA qui sont le 11 Octobre 2016 par le Ministère des Finance sont :
- La Norme Algérienne d'Audit-300-« Planification d'un audit d'états financiers » ;
- La Norme Algérienne d'Audit-500-« Éléments probants » ;
- La Norme Algérienne d'Audit-510-« Missions d'Audit initiales soldes d'ouverture » ;
- La Norme Algérienne d'Audit-700-« Fondements de l'opinion et rapport d'audit sur Des états financiers ».

D'autres NAA sont publiées le 15 Mars 2017 ; à savoir ;

- La Norme Algérienne d'Audit- 520 –« Procédures analytiques » ;
- La Norme Algérienne d'Audit-570-« Continuité de l'exploitation ».
- La norme Algérienne d'audit -610-« Utilisation des travaux des auditeurs internes »
- La norme Algérienne d'audit -620 « Utilisation des travaux d'un expert désigné par l'auditeur »

¹ Zarouk. R. Étude de l'étendue d'application des normes internationales d'audit « ISA" en Tunisie, 2010, 4

Chapitre II : les normes légales de la responsabilité de l'auditeur comptable et financier

1. Le commissariat aux comptes en Algérie

Selon la loi n°10-01 du 29 juin 2010, « est commissaire aux comptes, toute personne qui, en son nom propre et sous sa propre responsabilité, fait profession habituelle d'attester de la sincérité et de la régularité des comptes des sociétés et des organismes prévus dans l'article 22 de la même loi, en vertu des dispositions de la législation en vigueur ».¹

Après l'indépendance et jusqu'à 1975, les textes français avaient été reconduits pour les sociétés de droit, année de promulgation du code de commerce. Le contrôle des comptes des entreprises publiques algériennes a connu des périodes successives d'organisation. A partir de 1970, l'Etat, institue le contrôle des sociétés nationales en promulguant le texte à cet effet

Le commissaire aux comptes constitue un ensemble de missions qui peuvent se classer en deux catégories principales:

-Les mandats d'audit permanents aboutissant à la justification de l'exactitude et de la régularité des comptes, et certains mandats légaux portant sur des opérations particulières

Les réglementations spécifiques énoncées dans la loi.

Les principales tâches du CAC consistent à examiner les livres, les finances, les portefeuilles et les actifs (héritage) de la société et à contrôler la régularité et l'exactitude des inventaires et des rapports financiers. Ce mandat donnera lieu à l'élaboration d'un rapport dans lequel il rendra compte à l'Assemblée générale de l'exécution de son mandat. convient de noter que l'expression "preuve de régularité et de sincérité des comptes", introduite en France en 1966, ne fait pas partie de notre droit commercial. Selon les articles 678 et 680, les devoirs sont uniquement de surveiller et de faire rapport.

Cependant, le projet du texte adopté récemment par l'APN lève toute équivoque. Il y est précisé en effet que le commissaire aux comptes « a pour mission de certifier que les comptes sont réguliers et sincères et qu'ils donnent une image fidèle aux résultats des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société».²

¹Loi n° 10-01 du 29 juin 2010 relative aux professions d'expert-comptable, de commissaire aux comptes et de comptables agréés, JO n°42, 11 juillet 2010.

²la loi n°91-08 du 27/04/1991 relative aux professions d'expert-comptable, de commissaire

Chapitre II : les normes légales de la responsabilité de l'auditeur comptable et financier

Ainsi , le rôle des auditeurs est fondamental pour la survie de l'entreprise et pour protéger les intérêts des administrateurs et des actionnaires qui nomment les auditeurs. Il dispose de tous les pouvoirs de contrôle et d'investigation pour l'accomplissement de sa mission et rend compte annuellement à celui qui l'a nommé en adressant un rapport à l'Assemblée Générale. Sa direction est donc complète et permanente, couvrant tous les aspects de la gouvernance et de la gestion d'entreprise, notamment les aspects organisationnels, structurels et fonctionnels de l'entreprise.

Si le CAC découvre une faute professionnelle, il doit en informer le Conseil d'administration verbalement et par écrit dans son rapport annuel à l'Assemblée générale des actionnaires et exiger la rectification immédiate de toute faute constatée.

Si ces infractions sont punies par la loi, la loi impose de les signaler au parquet lieu d'implantation de l'entreprise¹

2. La responsabilité du commissaire aux comptes :

Conformément à l'article 61 de la loi 10 – 01, le commissaire aux comptes est responsable des erreurs commises par la société auditée dans l'exercice de sa mission.

Il n'est exonéré de responsabilité pour les infractions pénales dans lesquelles il n'a pas été impliqué qu'après avoir exercé la diligence d'usage que lui accordent ses fonctions, signalé ces infractions à la Commission, et en avoir eu connaissance uniquement si vous prouvez que vous n'avez pas été correctement guéri.

Présentez –le à la prochaine Assemblée générale et apportez la preuve qu'il a notifié le procureur du tribunal compétent si des violations ont été constatées.

3. La responsabilité civile :

L'expert -comptable et le comptable agréé sont, dans l'exercice de leur profession, responsables civilement à l'égard des clients dans les limites contractuelles.

4. La responsabilité pénale :

La responsabilité pénale de L'expert – comptable du commissaire aux comptes et du

aux comptes et de comptables agréé, n°74, 25 Novembre 2007.

¹Article 26 de la loi 10 – 01 relative aux professions d'expert -comptable de commissaire aux comptes et de

Chapitre II : les normes légales de la responsabilité de l'auditeur comptable et financier

comptable agréé est engagée pour tout manquement à une obligation légale.

5. La responsabilité disciplinaire :

L'article 63 de la loi prévoit la responsabilité disciplinaire. Les commissaires aux comptes, même après leur démission, sont passibles de sanctions disciplinaires par le Conseil de la comptabilité de l'Etat en cas de violation, d'infractions pénales et d'infractions professionnelles, techniques et déontologiques .

Les sanctions disciplinaires susceptibles d'être prononcées sont dans l'ordre croissant de leur gravité : l'avertissement, Le blâme

La suspension temporaire pour une durée maximale de six (6) mois La radiation du tableau ¹

6. Les normes d'audit dans le contexte algériennes .

Les normes d'audit en Algérie font référence à un ensemble de directives et de principes établis par les organismes professionnels et régulateurs de l'audit en Algérie.

Ces normes définissent les critères et les procédures à suivre pour réaliser des audits fiables, indépendants et de qualité.

Elles visent à assurer l'intégrité, la transparence et la pertinence des informations financières et comptables des entités soumises à un audit.

Les normes d'audit algériennes sont principalement basées sur les normes internationales d'audit, notamment les normes internationales d'audit (ISA) établies par l'International Auditing and Assurance Standards Board (IAASB). Cependant, il peut y avoir des adaptations spécifiques aux pratiques et aux exigences légales en vigueur en Algérie.

Ces normes d'audit algériennes couvrent différents aspects de l'audit, tels que la planification de l'audit, L'évaluation des risques, la collecte de preuves, L'évaluation des contrôles internes, la communication des résultats et la responsabilité professionnelle de l'auditeur.

Elles fournissent un cadre méthodologique pour l'exécution des travaux d'audit garantissant ainsi la cohérence et la qualité des rapports d'audit produits.

¹Article 60 de la loi 10 – 01 ,op.cit

Article 62 , Idem.

Chapitre II : les normes légales de la responsabilité de l'auditeur comptable et financier

Il est important de noter que les normes d'audit évoluent constamment pour s'adapter aux changements de l'environnement réglementaire, économique et technologique.

Les auditeurs en Algérie doivent donc se tenir informés des mises à jour des normes d'audit et les appliquer dans leurs travaux d'audit pour assurer la conformité et la crédibilité des informations financières qu'ils examinent.

- ◆ Dans ce point , nous allons présenter
- ◆ Les normes d'audits comptes
- ◆ La responsabilité au CAC

Chapitre II : les normes légales de la responsabilité de l'auditeur comptable et financier

Conclusion :

En conclusion, l'examen des normes légales de la responsabilité de l'auditeur comptable et financier met en évidence la solennité et l'importance de leur rôle dans la vérification des informations financières. Ces normes définissent clairement les attentes et les obligations légales auxquelles les auditeurs sont tenus de se conformer. Elles visent à garantir la qualité, l'objectivité et la fiabilité de leurs rapports d'audit, tout en renforçant la confiance des parties prenantes. Les normes légales constituent un pilier essentiel pour préserver l'intégrité du processus d'audit et contribuent ainsi à maintenir la transparence et la confiance dans le domaine financier. Il est impératif que les auditeurs respectent ces normes avec diligence pour assurer l'intégrité et la crédibilité du secteur de l'audit financier.

Chapitre III :

*Analyse des missions de la responsabilité de
l'auditeur comptable et financier au sien de
l'entreprise ENEL*

-AZAZGA-

Chapitre III : Analyse des missions de la responsabilité de l'auditeur comptable et financier au sein de l'entreprise ENEL-AZAZGA-

Introduction :

L'entreprise ENEL Azazga, acteur majeur dans le secteur de l'énergie, revêt une importance significative dans l'économie nationale et internationale. Dans ce contexte, l'auditeur comptable et financier joue un rôle crucial. Cette analyse se penchera sur les missions et les responsabilités de l'auditeur au sein de cette entreprise, examinant en détail comment son rôle contribue à assurer la transparence, l'intégrité financière et la conformité aux normes légales et réglementaires. ENEL Azazga étant une entreprise d'envergure, l'auditeur doit faire face à des défis spécifiques et des enjeux complexes. Cette analyse permettra de mieux comprendre le rôle de l'auditeur comptable et financier au sein de cette organisation, ainsi que les implications de ses missions dans un secteur aussi stratégique que l'énergie.

Chapitre III : Analyse des missions de la responsabilité de l'auditeur comptable et financier au sien de l'entreprise ENEL-AZAZGA-

I. Évolution historique et présentation de l'entreprise « ENEL »⁵³

L'ENEL été créé en sous sa forme actuelle en janvier 1999 après la scission de l'entreprise mère ENEL (Entreprise nationale des Industries Électrotechnique)

Son activité de production remonte à 1986 , dans les domaines de fabrication de moteurs électriques , alternateurs et de distribution .

L'ÉLECTRO -INDUSTRIES est composée de deux(2) unités : toutes situées sur un même site :

- Unité de fabrication de transformateurs de distribution MT/BT
- Unité de fabrication de Moteurs Électriques, Alternateurs et Prestations Techniques.

Les produits fabriqués par ELECTRO – INDUSTRIES sont conformes aux recommandations CEI et aux normes Allemandes DIN/VDE.

La production actuelle D'ELECTRO- INDUSTRIES est écoulee sur le marché Algérien et génère un chiffre d'affaire de 1 8 Milliards de Dinars L'entreprise emploi un effectif de 824 travailleurs dont 16% de cadres. 33% de maitrise et 50% d'exécution.

En matière de qualité ELECTRO- INDUSTRIES dispose de ses propres laboratoires d'essai et mesure. De ses produits ainsi pour le contrôle des principaux matériaux utilisés dans sa fabrication.

S'agissant du système documentaire, l'entreprise utilise 252 normes internes en plus des normes DIN/VDE et CEI.

Les différentes valeurs d'essai et de mesures sont consignées sur des procès- verbaux et des cartes de contrôle.

L'entreprise a procédé à la mise en place de son système qualité en 2002 et a été certifiée par QMI canada le 24/07/2004, ISO 9001 version 2000.

« ET » situé à 23 km de Tizi-Ouzou et à 7 km d'AZAZGA au nord elle est limitée par la route nationale N° 12 et par terres agricoles et oued sebaou au sud à l'ouest par MEKLA et par AZAZGA à l'est

⁵³ Document interne de l'entreprise

Chapitre III : Analyse des missions de la responsabilité de l'auditeur comptable et financier au sien de l'entreprise ENEL-AZAZGA-

« ET » est une société par action « SPA » au capital du 4753 000 000.00 DA . La mission de « ET » est la fabrication et commercialisation des matériels électriques qui sont :

- Moteur et groupes électrogènes
- Transformateur
- Alternateur .

Pour mieux présenter l'entreprise , nous allons traité des points suivant :

- Les objectifs et la décomposition de l'entreprise
- Les préparations de l'organigramme de l'entreprise

1. Les objectifs et la décomposition de l'entreprise

Est de satisfaire le maximum de demande à travers le territoire national contiennent, et d'assurer une prestation technique. Sa capacité de production annuelle est de :

Alternateur.....2000.

Transformateur5000

Moteur50000

La production, actuelles, D'ÉLECTRO-INDUSTRIES est écoulee sur le marché Algérien et génère un chiffre d'affaire de 1,8 milliards de Dinars

La capacité de production de transformateurs par l'entreprise couvre les besoins à 70% Environ les ventes de moteurs représentent 30% environ de sa

Capacité de production. Il est à signaler qu' ELECTRO- INDUSTRIES est le seul fabricant de ces produits en Algérie.

L'entreprise « EI »est dirigée par un directeur général, élu par le conseil et les membres de conseil d'administration (AC)il est assisté par certains cadres qui peuvent occuper les postes d'assistants :

- Assistant coordinateur et recherche scientifique
- Assistant audit interne
- Assistant communication et relation sociales
- Assistant contrôle de gestion

Chapitre III : Analyse des missions de la responsabilité de l'auditeur comptable et financier au sien de l'entreprise ENEL-AZAZGA-

Elle est composé de trois structures et de quatre départements , ses structures regroupant ses activités opérationnelles on trouve :

- L'UTR Unité Transformateur
- L'UMAGE Unité Moteur et Groupe Électrogène
- L'UPT Unité Prestation Technique

Quand aux départements, au trouve :

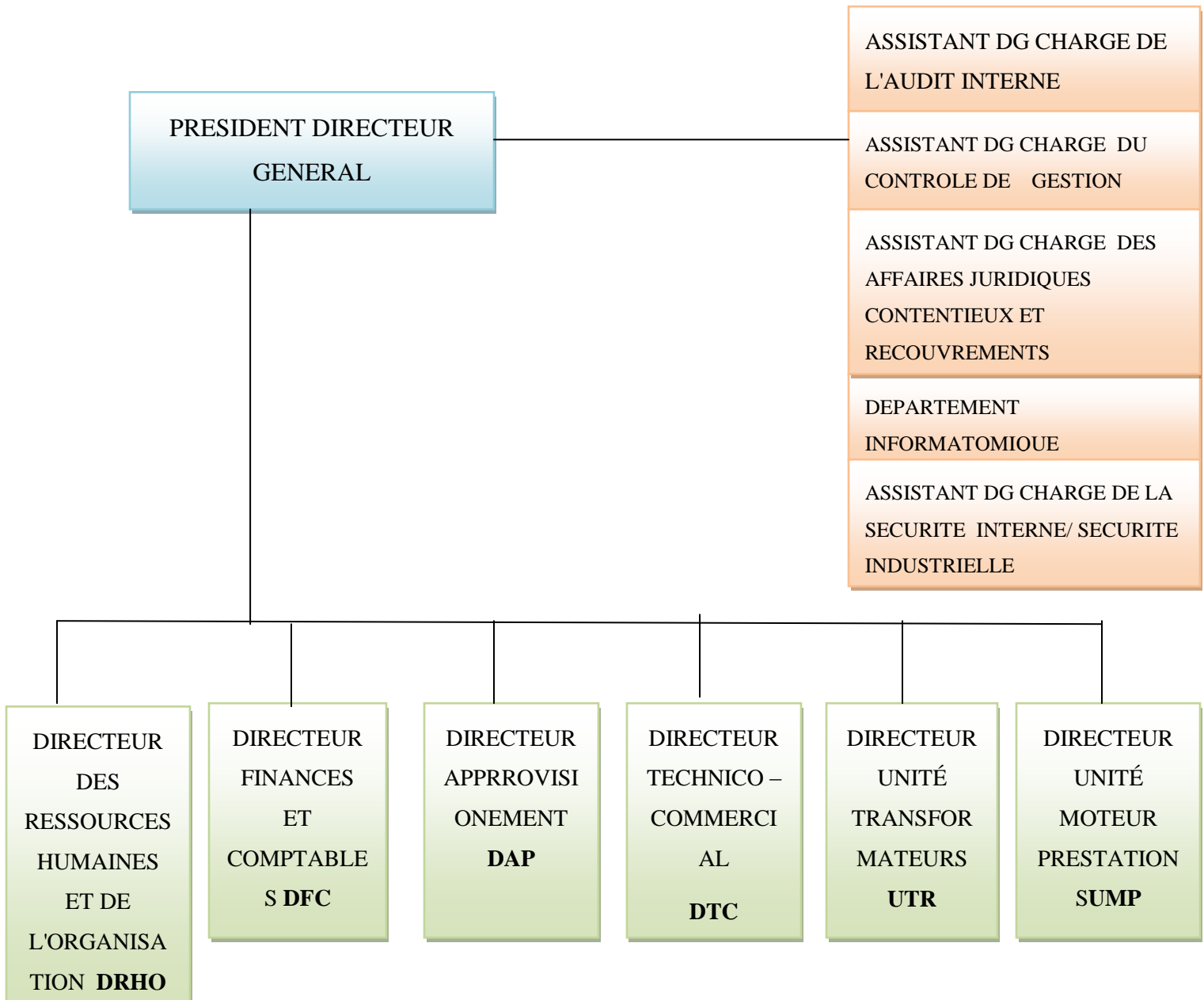
- Le Département Qualité et Développement (DOD) ;
- Le Département Administration et Emploi (DEA) ;
- Le Département Finance et Comptabilité (DFC) ;
- Le Département Commercial Orientation (DCO) ;

2. Présentation de l'organigramme de l'entreprise :

L'organigramme est une représentation schématique et hiérarchique de la structure de l'entreprise, sont une description détaillée de tous les organes de l'entreprise et de leur liaison son rôle est à la fois un instrument d'information et un instrument d'analyse qui permet de déceler d'organisation.

Chapitre III : Analyse des missions de la responsabilité de l'auditeur comptable et financier au sien de l'entreprise ENEL-AZAZGA-

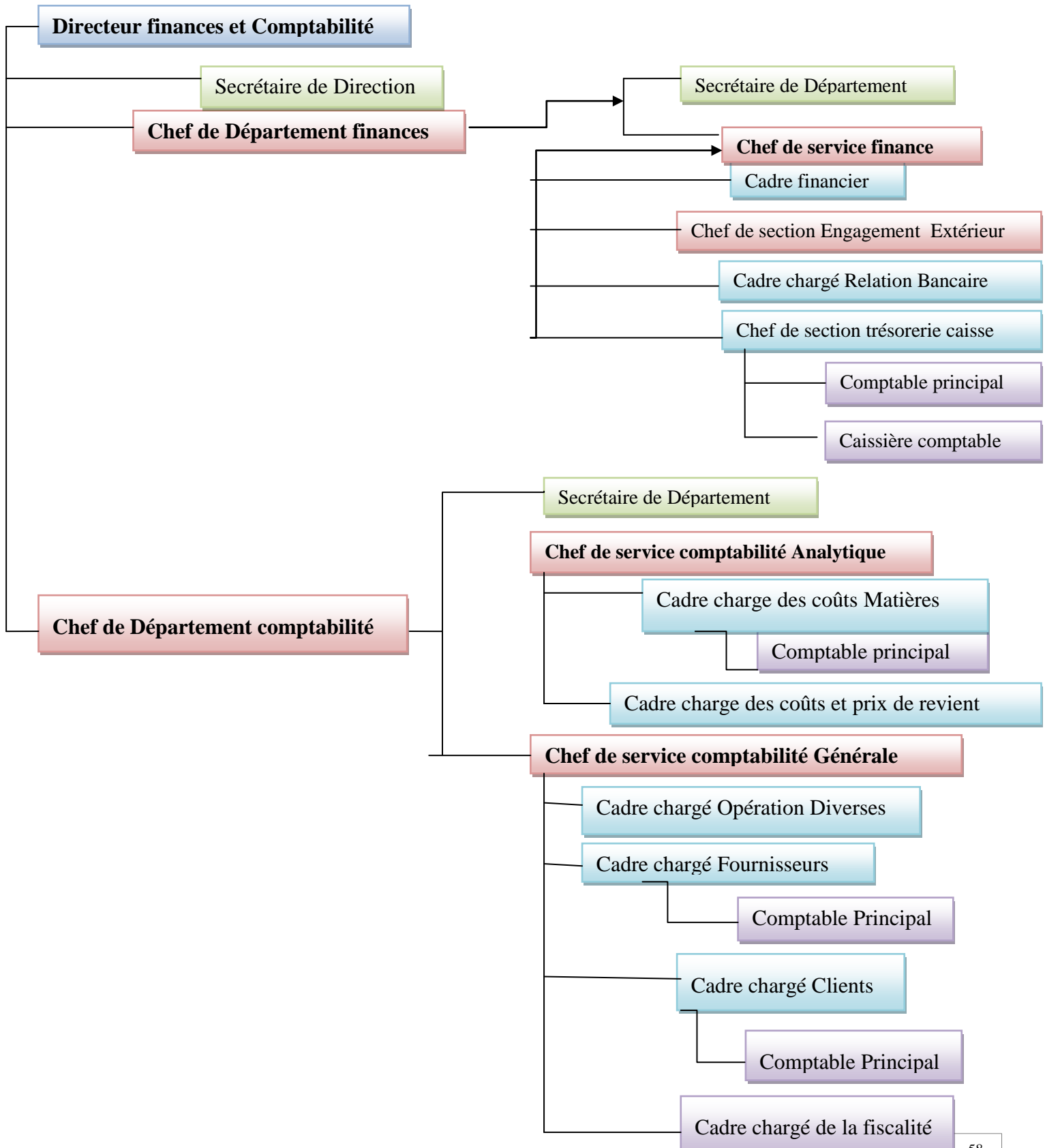
Figure n°2 : Organigramme de L'EPE/ EI/SPA .



Source : établis par nous-mêmes sur la base des informations fournies par l'entreprise

Chapitre III : Analyse des missions de la responsabilité de l'auditeur comptable et financier au sien de l'entreprise ENEL-AZAZGA-

Figure n°3 : la structure organisations annuelle de la sections finances est comptabilité



Chapitre III : Analyse des missions de la responsabilité de l'auditeur comptable et financier au sien de l'entreprise ENEL-AZAZGA-

II. Les missions de l'auditeur comptable et financier dans chaque section de département financier et comptabilité de l'entreprise ENEL AZAZGA.

L'Audit comptables et financiers s'intéresse à l'enseignement journalier des opérations relatif aux mouvements des biens et de services au sein de l'entreprise à base de pièces comptables justification telles que les facteurs les chèques les bans de livraison, les pièces de casse, etc .

C'est un système de contrôle et de gestion permettant de classer de saisir d'évaluer et des présenter des états financier en vue de prendre des décisions.

Cet audit porte donc sur la comptabilité générale qui est subdivisés en quatre 4 sections :

- La section de fournisseur
- La section client
- La section opérations diverses
- La section fiscale

Chaque section tient des journaux auxiliaires et enregistre ses opérations, après réception de dossier complet . Le comptable principal vérifier documents et procédé à l'enregistrement informatique, cet enregistrement informatique s'effectue au niveau de la direction finances et comptabilité dans la structure organisationnelle se présente comme suit :

Chapitre III : Analyse des missions de la responsabilité de l'auditeur comptable et financier au sien de l'entreprise ENEL-AZAZGA-

1. Département de la comptabilité générale :

1.1.section de la comptabilité générale :

Les missions de l'auditeur comptable et financier dans la section de la comptabilité générale du département finance et comptabilité de l'entreprise Enel Azazga comprennent généralement les responsabilités suivantes :

- ❖ Vérification des transactions comptables : L'auditeur examine toutes les transactions comptables de l'entreprise pour s'assurer de leur exactitude et de leur conformité aux normes comptables.
- ❖ Contrôle de la conformité comptable : Il vérifie que les opérations comptables sont conformes aux principes comptables internationaux ou locaux et aux réglementations en vigueur.
- ❖ Examen des écritures comptables : L'auditeur passe en revue les écritures comptables, y compris les journaux comptables, les comptes de grand livre et les rapprochements bancaires pour s'assurer qu'ils sont correctement documentés.
- ❖ Évaluation des soldes de comptes : Il examine les soldes de comptes, notamment les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses, pour s'assurer de leur exactitude et de leur cohérence.
- ❖ Vérification des déclarations fiscales : L'auditeur vérifie que les déclarations fiscales de l'entreprise sont préparées conformément aux lois fiscales applicables et qu'elles reflètent fidèlement la situation financière.
- ❖ Audit des notes aux états financiers : Il examine les notes aux états financiers pour s'assurer qu'elles fournissent des informations complètes et transparentes sur les politiques comptables et les événements significatifs.
- ❖ Évaluation des politiques comptables : L'auditeur examine les politiques comptables de l'entreprise pour s'assurer qu'elles sont appropriées et qu'elles suivent les normes comptables en vigueur.

Chapitre III : Analyse des missions de la responsabilité de l'auditeur comptable et financier au sien de l'entreprise ENEL-AZAZGA-

- ❖ Recherche d'erreurs ou d'irrégularités : Il recherche activement des erreurs, des anomalies ou des irrégularités dans les enregistrements comptables qui pourraient nécessiter des ajustements ou des corrections.
- ❖ Préparation de rapports d'audit : L'auditeur produit un rapport d'audit qui résume ses conclusions, y compris toute non-conformité identifiée et les recommandations correspondantes.
- ❖ Assurance de la précision des données comptables : Son objectif principal est de garantir la précision et l'intégrité des données comptables, ce qui est essentiel pour établir des états financiers fiables.
- ❖ Conseils pour l'amélioration des processus comptables : En plus de l'audit, l'auditeur peut également fournir des conseils pour améliorer les processus comptables et la gestion des informations financières.

L'auditeur comptable et financier de la section de la comptabilité générale d'Enel Azazga joue un rôle essentiel en veillant à ce que les transactions comptables et financières de l'entreprise soient correctement enregistrées, conformes aux réglementations et transparentes. Cette responsabilité contribue à maintenir l'intégrité des informations financières de l'entreprise et à renforcer la confiance des parties prenantes.

1.2.section de la comptabilité clients :

Les missions de l'auditeur comptable et financier dans la section de la comptabilité clients du département finance et comptabilité de l'entreprise Enel Azazga peuvent inclure les responsabilités suivantes :

- ❖ Vérification des comptes clients : L'auditeur examine les comptes clients de l'entreprise pour s'assurer de leur exactitude et de leur intégrité. Cela implique de vérifier les soldes des comptes, les factures, les paiements et les soldes en souffrance.
- ❖ Contrôle des procédures de facturation : Il vérifie que les procédures de facturation utilisées par l'entreprise sont conformes aux normes comptables et aux réglementations en vigueur. Cela inclut l'examen des méthodes de calcul des prix, des délais de paiement, et des remises accordées.

Chapitre III : Analyse des missions de la responsabilité de l'auditeur comptable et financier au sien de l'entreprise ENEL-AZAZGA-

- ❖ Analyse des créances douteuses : L'auditeur évalue la provision pour créances douteuses, qui est mise de côté pour couvrir les éventuelles pertes liées à des comptes clients impayés ou à risque.
- ❖ Examen des politiques de crédit : Il vérifie les politiques de crédit de l'entreprise, y compris les limites de crédit accordées aux clients, pour s'assurer qu'elles sont appropriées et conformes aux meilleures pratiques.
- ❖ Vérification des méthodes de recouvrement : L'auditeur examine les méthodes de recouvrement des créances en souffrance pour s'assurer qu'elles sont efficaces et conformes aux réglementations en matière de recouvrement.
- ❖ Contrôle de la comptabilisation des remises et des réductions : Il s'assure que les remises et les réductions accordées aux clients sont correctement comptabilisées et justifiées.
- ❖ Évaluation des risques liés aux comptes clients : L'auditeur identifie les risques financiers potentiels liés aux comptes clients, tels que les clients en difficulté financière, et évalue comment ces risques sont gérés.
- ❖ Examen des rapports de suivi des comptes clients : Il analyse les rapports de suivi des comptes clients, y compris les rapports d'âge des comptes, pour identifier les tendances et les problèmes potentiels.
- ❖ Rapport d'audit des comptes clients : À la fin de l'audit, l'auditeur produit un rapport qui résume ses conclusions, identifie les non-conformités éventuelles et formule des recommandations pour améliorer la gestion des comptes clients.
- ❖ Assurance de l'exactitude des informations financières : L'objectif principal de l'auditeur est de garantir que les informations financières liées aux comptes clients sont précises et conformes aux normes comptables et aux réglementations.
- ❖ Conseils pour l'amélioration des processus : En plus de l'audit, l'auditeur peut fournir des conseils pour améliorer les processus de comptabilité clients et la gestion des créances.

L'ENEL AZAZGA joue un rôle crucial en garantissant que les comptes clients de l'entreprise sont gérés de manière transparente, précise et conforme aux normes

Chapitre III : Analyse des missions de la responsabilité de l'auditeur comptable et financier au sien de l'entreprise ENEL-AZAZGA-

comptables et aux réglementations. Cela contribue à minimiser les risques financiers liés aux comptes clients et à assurer la stabilité financière de l'entreprise.

1.3. section de la comptabilité fournisseurs :

Les missions de l'auditeur comptable et financier dans la section de la comptabilité fournisseurs du département finance et comptabilité de l'entreprise ENEL AZAZGA peuvent comprendre les responsabilités suivantes :

- ❖ Vérification des comptes fournisseurs : L'auditeur examine les comptes fournisseurs de l'entreprise pour s'assurer de leur exactitude et de leur intégrité. Cela implique de vérifier les soldes des comptes, les factures fournisseurs, les paiements et les montants dus.
- ❖ Contrôle des procédures d'achat : Il vérifie que les procédures d'achat utilisées par l'entreprise sont conformes aux normes comptables et aux réglementations en vigueur. Cela peut inclure l'examen des contrats d'achat, des bons de commande et des approbations.
- ❖ Analyse des provisions pour litiges fournisseurs : L'auditeur évalue les provisions comptables pour litiges fournisseurs, qui sont mises de côté pour couvrir d'éventuelles réclamations ou litiges avec les fournisseurs.
- ❖ Examen des politiques de paiement : Il vérifie les politiques de paiement de l'entreprise, y compris les délais de paiement aux fournisseurs, pour s'assurer qu'elles sont appropriées et respectées.
- ❖ Contrôle de la comptabilisation des rabais et des remises : L'auditeur s'assure que les rabais, les remises et les réductions obtenus auprès des fournisseurs sont correctement comptabilisés et justifiés.
- ❖ Vérification des réconciliations de comptes : Il examine les réconciliations périodiques entre les comptes fournisseurs et les relevés des fournisseurs pour détecter toute divergence ou incohérence.
- ❖ Évaluation des risques liés aux fournisseurs : L'auditeur identifie les risques potentiels liés aux fournisseurs, tels que des litiges contractuels, des retards de livraison ou des problèmes de qualité, et évalue comment ces risques sont gérés.

Chapitre III : Analyse des missions de la responsabilité de l'auditeur comptable et financier au sien de l'entreprise ENEL-AZAZGA-

- ❖ Examen des rapports de suivi des comptes fournisseurs : Il analyse les rapports de suivi des comptes fournisseurs, notamment les rapports d'âge des comptes, pour identifier les tendances et les problèmes potentiels.
- ❖ Rapport d'audit des comptes fournisseurs : À la fin de l'audit, l'auditeur produit un rapport qui résume ses conclusions, identifie les non-conformités éventuelles et formule des recommandations pour améliorer la gestion des comptes fournisseurs.
- ❖ Assurance de l'exactitude des informations financières : L'objectif principal de l'auditeur est de garantir que les informations financières liées aux comptes fournisseurs sont précises et conformes aux normes comptables et aux réglementations.
- ❖ Conseils pour l'amélioration des processus : En plus de l'audit, l'auditeur peut fournir des conseils pour améliorer les processus de comptabilité fournisseurs et la gestion des relations avec les fournisseurs.

Dans l'ensemble, l'auditeur comptable et financier dans la section de la comptabilité fournisseurs D'ENEL AZAZGA joue un rôle essentiel en garantissant que les comptes fournisseurs de l'entreprise sont gérés de manière transparente, précise et conforme aux normes comptables et aux réglementations. Cela contribue à minimiser les risques financiers liés aux fournisseurs et à assurer la stabilité financière de l'entreprise.

2. département des finances :

2.1.section des planifications financières :

Les missions de l'auditeur comptable et financier dans la section de la planification financière du département des finances de l'entreprise ENEL AZAZGA sont cruciales pour garantir une gestion financière efficace et une prise de décision éclairée. Voici un aperçu des missions typiques de l'auditeur dans cette section :

- ❖ Vérification des prévisions financières : L'auditeur examine les prévisions financières de l'entreprise, y compris les budgets, les plans à long terme et les projections financières, pour s'assurer de leur exactitude et de leur cohérence.

Chapitre III : Analyse des missions de la responsabilité de l'auditeur comptable et financier au sien de l'entreprise ENEL-AZAZGA-

- ❖ Analyse des hypothèses financières : Il évalue les hypothèses sous-jacentes aux prévisions financières pour vérifier leur validité et leur réalisme. Cela peut inclure l'examen des taux de croissance, des marges bénéficiaires prévues et d'autres facteurs clés.
- ❖ Contrôle des méthodologies de planification : L'auditeur vérifie les méthodologies utilisées pour élaborer les plans financiers, notamment les modèles financiers, les outils de prévision et les logiciels.
- ❖ Examen des politiques d'allocation de ressources : Il examine comment les ressources financières sont allouées aux différents projets, départements ou unités d'affaires pour s'assurer que cette allocation est conforme aux objectifs stratégiques.
- ❖ Vérification de la cohérence avec la stratégie : L'auditeur s'assure que les plans financiers sont alignés avec la stratégie globale de l'entreprise et qu'ils soutiennent les objectifs à long terme.
- ❖ -Évaluation des risques financiers : Il identifie les risques financiers potentiels liés aux prévisions et aux plans financiers, et évalue les stratégies de gestion de ces risques.
- ❖ Examen de la gestion des flux de trésorerie : L'auditeur examine comment les prévisions intègrent la gestion des flux de trésorerie, y compris les besoins en fonds de roulement, les investissements et le financement.
- ❖ Contrôle des indicateurs de performance financière : Il vérifie les indicateurs clés de performance (KPI) financière inclus dans les plans et s'assure qu'ils sont pertinents et significatifs.
- ❖ Rapport d'audit de la planification financière : À la fin de l'audit, l'auditeur produit un rapport qui résume ses conclusions, identifie les non-conformités éventuelles et formule des recommandations pour améliorer la planification financière.
- ❖ Assurance de l'exactitude des données financières : L'objectif principal de l'auditeur est de garantir que les informations financières contenues dans les plans financiers sont précises et conformes aux normes comptables et aux meilleures pratiques.

Chapitre III : Analyse des missions de la responsabilité de l'auditeur comptable et financier au sien de l'entreprise ENEL-AZAZGA-

- ❖ Conseils pour l'amélioration des processus : En plus de l'audit, l'auditeur peut fournir des conseils pour améliorer les processus de planification financière et la précision des prévisions.

Dans l'ensemble, l'auditeur comptable et financier dans la section de la planification financière D'ENEL AZAZGA contribue à garantir que les plans financiers de l'entreprise sont solides, réalistes et conformes aux objectifs stratégiques. Cela aide l'entreprise à prendre des décisions financières éclairées et à atteindre ses objectifs à long terme.

2.2.section de l'analyse des investissements :

Les missions de l'auditeur comptable et financier dans la section de l'analyse des investissements du département finance et comptabilité de l'entreprise ENEL AZAZGA sont essentielles pour garantir la pertinence, la viabilité et la transparence des décisions d'investissement. Voici un aperçu des missions typiques de l'auditeur dans cette section :

- ❖ Vérification des propositions d'investissement : L'auditeur examine les propositions d'investissement soumises par les différentes unités d'affaires de l'entreprise pour s'assurer qu'elles sont complètes et conformes aux procédures établies.
- ❖ Analyse des hypothèses d'investissement : Il évalue les hypothèses sous-jacentes aux propositions d'investissement, notamment les projections financières, les taux de rendement attendus, les coûts et les avantages, pour vérifier leur réalisme.
- ❖ Contrôle des critères de sélection : L'auditeur vérifie que les critères de sélection des investissements, tels que le taux de rentabilité interne (TRI) ou la valeur actuelle nette (VAN), sont appliqués de manière cohérente et appropriée.
- ❖ Examen de la gestion des risques : Il analyse comment les risques liés aux investissements sont évalués, mesurés et gérés, y compris les risques financiers, opérationnels et stratégiques.
- ❖ Évaluation de l'alignement stratégique : L'auditeur s'assure que les investissements sont alignés sur la stratégie globale de l'entreprise et contribuent aux objectifs à long terme.

Chapitre III : Analyse des missions de la responsabilité de l'auditeur comptable et financier au sien de l'entreprise ENEL-AZAZGA-

- ❖ Examen des autorisations et des approbations : Il vérifie que les investissements sont soumis aux niveaux d'approbation appropriés et que les décisions sont prises par les personnes compétentes.
- ❖ Vérification de la documentation : L'auditeur examine la documentation de support des propositions d'investissement, y compris les analyses de faisabilité, les rapports d'évaluation des risques et les prévisions financières.
- ❖ Rapport d'audit des investissements : À la fin de l'audit, l'auditeur produit un rapport qui résume ses conclusions, identifie les non-conformités éventuelles et formule des recommandations pour améliorer le processus d'analyse des investissements.
- ❖ Assurance de l'exactitude des données financières : L'objectif principal de l'auditeur est de garantir que les informations financières liées aux propositions d'investissement sont précises et conformes aux normes comptables.
- ❖ Conseils pour l'amélioration des processus : En plus de l'audit, l'auditeur peut fournir des conseils pour améliorer les processus d'analyse des investissements et la qualité des évaluations.

Dans l'ensemble, l'auditeur comptable et financier dans la section de l'analyse des investissements d'ENEL AZAZGA joue un rôle essentiel en veillant à ce que les décisions d'investissement de l'entreprise soient fondées sur des analyses rigoureuses, des données précises et une gestion efficace des risques. Cela contribue à l'efficacité des investissements et à l'atteinte des objectifs financiers à long terme de l'entreprise.

2.3. section de la gestion des risques financiers :

Les missions de l'auditeur comptable et financier dans la section de la gestion des risques financiers du département finance et comptabilité de l'entreprise ENEL AZAZGA sont essentielles pour identifier, évaluer et atténuer les risques financiers potentiels. Voici un aperçu des missions typiques de l'auditeur dans cette section :

- ❖ Identification des risques financiers : L'auditeur travaille en collaboration avec les équipes de gestion pour identifier les risques financiers auxquels l'entreprise est

Chapitre III : Analyse des missions de la responsabilité de l'auditeur comptable et financier au sien de l'entreprise ENEL-AZAZGA-

exposée. Cela peut inclure les risques liés aux taux de change, aux taux d'intérêt, aux prix des matières premières, etc.

- ❖ Évaluation des politiques de gestion des risques : Il examine les politiques et les procédures de gestion des risques financiers de l'entreprise pour s'assurer qu'elles sont appropriées, efficaces et conformes aux meilleures pratiques.
- ❖ Analyse des instruments financiers dérivés : L'auditeur vérifie la comptabilisation et la documentation des instruments financiers dérivés utilisés pour gérer les risques financiers, tels que les contrats à terme ou les options.
- ❖ Contrôle de l'exposition aux risques : Il évalue comment l'entreprise mesure et contrôle son exposition aux risques financiers et s'assure que les limites d'exposition sont respectées.
- ❖ Examen des rapports de gestion des risques : L'auditeur analyse les rapports de gestion des risques financiers, y compris les rapports de valeur à risque (VaR), pour s'assurer de leur précision et de leur utilité.
- ❖ Vérification des stratégies de couverture : Il s'assure que les stratégies de couverture mises en place pour atténuer les risques financiers sont appropriées et efficaces.
- ❖ Examen des politiques de trésorerie : L'auditeur vérifie les politiques de gestion de la trésorerie de l'entreprise, y compris la gestion des liquidités, les investissements et le financement
- ❖ Contrôle des pratiques de communication des risques : Il évalue comment l'entreprise communique les risques financiers aux parties prenantes internes et externes, y compris les investisseurs et les régulateurs.
- ❖ Rapport d'audit de la gestion des risques financiers : À la fin de l'audit, l'auditeur produit un rapport qui résume ses conclusions, identifie les non-conformités éventuelles et formule des recommandations pour améliorer la gestion des risques financiers.

Chapitre III : Analyse des missions de la responsabilité de l'auditeur comptable et financier au sien de l'entreprise ENEL-AZAZGA-

- ❖ Assurance de l'exactitude des informations financières : L'objectif principal de l'auditeur est de garantir que les informations financières liées à la gestion des risques financiers sont précises et conformes aux normes comptables.
- ❖ Conseils pour l'amélioration des processus : En plus de l'audit, l'auditeur peut fournir des conseils pour améliorer les processus de gestion des risques financiers et la prise de décision en matière de risques.

Dans l'ensemble, l'auditeur comptable et financier dans la section de la gestion des risques financiers D'ENEL AZAZGA joue un rôle crucial en aidant l'entreprise à identifier, gérer et atténuer les risques financiers potentiels, ce qui contribue à protéger sa stabilité financière et sa rentabilité à long terme.

2.4.section de la conformité réglementaire :

Les missions de l'auditeur comptable et financier dans la section de la conformité réglementaire du département finance et comptabilité de l'entreprise ENEL AZAZGA sont cruciales pour s'assurer que l'entreprise respecte les réglementations et les normes en vigueur. Voici un aperçu des missions typiques de l'auditeur dans cette section :

- ❖ Évaluation de la conformité aux réglementations : L'auditeur examine en détail les opérations financières de l'entreprise pour vérifier qu'elles sont conformes aux lois, aux règlements et aux normes comptables en vigueur.
- ❖ Contrôle des politiques internes : Il vérifie que les politiques et les procédures internes de l'entreprise sont alignées sur les exigences réglementaires et qu'elles sont appliquées de manière cohérente.
- ❖ Examen des rapports financiers : L'auditeur analyse les états financiers de l'entreprise pour s'assurer qu'ils reflètent fidèlement la situation financière de l'entreprise et qu'ils sont conformes aux normes comptables applicables.
- ❖ Vérification des déclarations fiscales : Il contrôle que les déclarations fiscales de l'entreprise sont correctement préparées et soumises conformément aux lois fiscales en vigueur.

Chapitre III : Analyse des missions de la responsabilité de l'auditeur comptable et financier au sien de l'entreprise ENEL-AZAZGA-

- ❖ Audit des processus de conformité : L'auditeur examine les processus de conformité interne, tels que la gestion des licences, les autorisations réglementaires et les obligations contractuelles, pour s'assurer qu'ils sont respectés.
- ❖ Évaluation des risques de non-conformité : Il identifie les risques potentiels de non-conformité aux réglementations et aux normes et évalue comment ces risques sont gérés.
- ❖ Contrôle des rapports réglementaires : L'auditeur vérifie la préparation et la soumission en temps opportun de tous les rapports réglementaires requis par les autorités gouvernementales ou de réglementation.
- ❖ Examen des relations avec les organismes de réglementation : Il évalue la communication et les interactions de l'entreprise avec les organismes de réglementation, y compris les inspections et les enquêtes éventuelles.
- ❖ Rapport d'audit de la conformité réglementaire : À la fin de l'audit, l'auditeur produit un rapport qui résume ses conclusions, identifie les non-conformités éventuelles et formule des recommandations pour améliorer la conformité réglementaire.
- ❖ Conseils pour l'amélioration de la conformité : En plus de l'audit, l'auditeur peut fournir des conseils pour renforcer les pratiques de conformité de l'entreprise et éviter les risques de non-conformité.

L'ensemble de ces missions vise à garantir que l'entreprise respecte les réglementations en vigueur, ce qui est essentiel pour éviter des sanctions, maintenir la confiance des parties prenantes et assurer une gestion financière transparente et responsable au sein d'ENEL AZAZGA.

III la responsabilité de l'auditeur comptable et financier dans le département finance et comptabilité de l'entreprise ENEL AZAZGA :

2.5.vérification des états financiers :

La vérification des états financiers par l'auditeur comptable et financier dans le département finance et comptabilité de l'entreprise d'ENEL AZAZGA. Consiste en un examen approfondi et impartial des documents financiers de l'entreprise. Cette procédure est essentielle pour garantir la transparence et l'exactitude des informations financières présentées par d'ENEL AZAZGA.. Voici comment cette responsabilité pourrait être expliquée spécifiquement pour d'ENEL AZAZGA.:

Chapitre III : Analyse des missions de la responsabilité de l'auditeur comptable et financier au sien de l'entreprise ENEL-AZAZGA-

- Collecte des données financières : L'auditeur commence par recueillir tous les documents financiers pertinents D'ENEL AZAZGA, tels que les états financiers, les bilans, les comptes de résultat, les rapports de trésorerie, les notes aux états financiers, et tout autre document financier lié.
- Examen des transactions : L'auditeur examine en détail les transactions financières effectuées par l'entreprise au cours de la période sous revue. Cela comprend l'analyse des ventes, des achats, des investissements, des emprunts, des paiements, etc.
- Vérification des calculs et des enregistrements comptables : L'auditeur s'assure que les calculs mathématiques sont corrects et que les enregistrements comptables sont précis. Il vérifie que les chiffres figurant dans les états financiers correspondent aux preuves documentaires appropriées.
- Conformité aux normes comptables : ENEL Azazga doit se conformer à des normes comptables spécifiques, telles que les normes IFRS (International Financial Reporting Standards). L'auditeur vérifie que les états financiers respectent ces normes et les réglementations comptables en vigueur.
- Analyse des estimations comptables : L'entreprise peut faire des estimations comptables pour des éléments tels que la dépréciation des actifs ou les provisions pour les litiges. L'auditeur examine la pertinence et la raisonabilité de ces estimations.
- Évaluation des contrôles internes : L'auditeur évalue les contrôles internes mis en place par ENEL Azazga pour garantir la précision des données financières. Cela comprend l'examen des procédures de contrôle, des autorisations, et de la documentation des transactions.
- Rapport d'audit des états financiers : À la fin de l'audit, l'auditeur produit un rapport d'audit des états financiers qui résume ses conclusions. Ce rapport indique si les états financiers donnent une image fidèle de la situation financière de l'entreprise et s'il y a des problèmes ou des ajustements nécessaires.

Chapitre III : Analyse des missions de la responsabilité de l'auditeur comptable et financier au sien de l'entreprise ENEL-AZAZGA-

- Assurance aux parties prenantes : Le rapport d'audit offre une assurance aux parties prenantes d'ENEL Azazga, notamment la direction, les actionnaires, les créanciers et les investisseurs, que les informations financières présentées sont fiables et précises.

Dans l'ensemble, la vérification des états financiers dans l'entreprise d'ENEL Azazga est essentielle pour garantir la transparence, la conformité aux normes comptables et la précision des informations financières. Elle renforce la confiance des parties prenantes dans la gestion financière de l'entreprise et aide à prendre des décisions éclairées en matière d'investissement et de gestion.

2.6.Évaluation des contrôles internes :

L'évaluation des contrôles internes par l'auditeur comptable et financier dans le département finance et comptabilité de l'entreprise d'ENEL Azazga consiste à examiner les procédures, les politiques et les mécanismes internes mis en place pour garantir l'exactitude, la sécurité et la fiabilité des données financières de l'entreprise. Voici comment cette responsabilité pourrait être expliquée spécifiquement pour d'ENEL Azazga

- Identification des contrôles internes : L'auditeur commence par identifier les contrôles internes existants dans les opérations financières d'ENEL Azazga. Cela peut inclure des contrôles tels que la séparation des tâches, les approbations hiérarchiques, les politiques de gestion des risques, les procédures de comptabilité, et bien d'autres.
- Évaluation de l'efficacité : L'auditeur évalue l'efficacité de ces contrôles internes en examinant comment ils sont mis en œuvre dans la pratique. Il vérifie si les procédures sont suivies de manière appropriée, si les approbations sont correctement documentées, et si les contrôles préviennent efficacement les erreurs et les fraudes.
- Examen des vulnérabilités : L'auditeur identifie les vulnérabilités potentielles dans les contrôles internes. Cela comprend l'identification de points faibles dans les processus, les lacunes dans les procédures, et les risques de non-conformité.
- Vérification de la conformité aux normes et aux réglementations : d'ENEL Azazga doit se conformer à des normes comptables et à des réglementations spécifiques. L'auditeur vérifie si les contrôles internes sont en conformité avec ces normes et réglementations.

Chapitre III : Analyse des missions de la responsabilité de l'auditeur comptable et financier au sien de l'entreprise ENEL-AZAZGA-

- Analyse des risques financiers : L'auditeur évalue les risques financiers qui pourraient découler d'un défaut des contrôles internes. Cela peut inclure des risques liés à la fraude, aux erreurs comptables, à la mauvaise gestion des actifs, etc.
- Recommandations d'amélioration : Si des lacunes ou des faiblesses sont identifiées, l'auditeur formule des recommandations pour améliorer les contrôles internes. Ces recommandations peuvent inclure des ajustements de procédures, des formations du personnel ou des modifications de politiques.
- Rapport d'audit des contrôles internes : À la fin de l'audit, l'auditeur produit un rapport d'audit des contrôles internes qui résume ses conclusions. Ce rapport indique si les contrôles internes sont suffisants et efficaces pour garantir l'intégrité des données financières de l'entreprise.
- Assurance aux parties prenantes : Le rapport d'audit offre une assurance aux parties prenantes d'ENEL Azazga, notamment la direction, les actionnaires et les investisseurs, que les contrôles internes sont adéquats pour minimiser les risques financiers et garantir la fiabilité des informations comptable

Dans l'ensemble, l'évaluation des contrôles internes dans l'entreprise d'ENEL Azazga vise à renforcer la confiance dans la gestion financière en identifiant les vulnérabilités, en améliorant les procédures et en garantissant que les données financières sont gérées de manière sécurisée et conforme aux normes et aux réglementations applicables. Elle contribue à la transparence et à la crédibilité des opérations financières de l'entreprise.

2.7. conformité réglementaire :

L'auditeur comptable et financier dans l'entreprise d'ENEL Azazga a plusieurs responsabilités liées à la conformité réglementaire, qui impliquent de s'assurer que l'entreprise respecte toutes les lois, règlements et normes applicables à ses opérations financières. Voici comment cette responsabilité pourrait être expliquée spécifiquement pour d'ENEL Azazga:

- ✓ Identification des réglementations applicables : L'auditeur doit d'abord identifier toutes les réglementations pertinentes qui touchent d'ENEL Azazga. Cela peut inclure les lois

Chapitre III : Analyse des missions de la responsabilité de l'auditeur comptable et financier au sien de l'entreprise ENEL-AZAZGA-

fiscales, les réglementations environnementales, les normes comptables, les règles de gouvernance d'entreprise et d'autres exigences spécifiques à l'industrie énergétique.

- ✓ **Évaluation de la conformité** : Une fois les réglementations identifiées, l'auditeur examine attentivement les opérations financières de l'entreprise pour s'assurer qu'elles sont conformes à ces réglementations. Cela peut inclure des vérifications approfondies des déclarations fiscales, des rapports environnementaux, des procédures comptables, etc.
- ✓ **Rapport sur la conformité** : L'auditeur produit ensuite un rapport sur la conformité réglementaire. Ce rapport résume les conclusions de l'audit et indique si l'entreprise respecte ou non les réglementations en vigueur. Si des non-conformités sont identifiées, elles sont documentées.
- ✓ **Recommandations d'amélioration** : Si des lacunes de conformité sont découvertes, l'auditeur peut formuler des recommandations pour aider l'entreprise à se conformer aux réglementations. Ces recommandations peuvent inclure des modifications de procédures, des ajustements comptables, des formations du personnel, ou d'autres actions correctives.
- ✓ **Assurance aux parties prenantes** : Le rapport de conformité de l'auditeur apporte une assurance aux parties prenantes d'ENEL Azazga, y compris les actionnaires, les investisseurs et les autorités de régulation, que l'entreprise gère ses opérations financières en toute conformité avec les lois et règlements en vigueur.
- ✓ **Soutien à la gestion des risques** : En identifiant les risques de non-conformité, l'auditeur aide également la direction d'ENEL Azazga à mieux gérer ces risques et à mettre en place des stratégies pour les minimiser.

Dans l'ensemble, l'auditeur comptable et financier dans l'entreprise d'ENEL Azazga joue un rôle crucial en veillant à ce que l'entreprise respecte toutes les réglementations qui s'appliquent à ses opérations financières. Cette conformité réglementaire garantit la légalité et la transparence des activités financières de l'entreprise, renforçant ainsi la confiance des parties prenantes

Chapitre III : Analyse des missions de la responsabilité de l'auditeur comptable et financier au sien de l'entreprise ENEL-AZAZGA-

2.8.Évaluation de la gestion des risques financiers :

L'évaluation de la gestion des risques financiers est l'une des responsabilités essentielles de l'auditeur comptable et financier dans le département finance et comptabilité de l'entreprise d'ENEL Azazga. Voici une explication plus détaillée de cette responsabilité :

- ❖ **Identification des Risques Financiers :** L'auditeur commence par identifier les risques financiers auxquels l'entreprise d'ENEL Azazga est exposée. Ces risques peuvent inclure la volatilité des marchés financiers, les taux de change, les taux d'intérêt, les risques de crédit, les risques liés aux investissements, etc.
- ❖ **Évaluation des Stratégies de Gestion des Risques :** L'auditeur examine ensuite les stratégies et les mécanismes mis en place par l'entreprise pour gérer ces risques. Cela peut inclure l'utilisation d'instruments financiers tels que les contrats à terme, les options, les contrats de swap, ainsi que des politiques de couverture et de diversification.
- ❖ **Vérification de la Conformité aux Politiques :** L'auditeur s'assure que les politiques de gestion des risques financiers de l'entreprise sont conformes aux normes comptables et aux réglementations en vigueur. Il examine également si ces politiques sont appliquées de manière cohérente dans toute l'entreprise.
- ❖ **Évaluation de l'Efficacité :** L'auditeur évalue l'efficacité des stratégies de gestion des risques financiers. Il examine si ces stratégies contribuent à réduire les risques de manière significative et s'il existe des lacunes ou des faiblesses qui pourraient être améliorées.
- ❖ **Rapport sur la Gestion des Risques :** À la suite de cette évaluation, l'auditeur produit un rapport sur la gestion des risques financiers. Ce rapport résume les conclusions de l'audit, indique si les stratégies de gestion des risques sont adéquates et s'il y a des recommandations pour améliorer la gestion des risques.
- ❖ **Assurance aux Parties Prenantes :** Le rapport de l'auditeur offre une assurance aux parties prenantes, telles que la direction d'ENEL Azazga, les actionnaires, les créanciers et les investisseurs, que l'entreprise gère de manière responsable et efficace les risques financiers auxquels elle est exposée.

Chapitre III : Analyse des missions de la responsabilité de l'auditeur comptable et financier au sien de l'entreprise ENEL-AZAZGA-

- ❖ Soutien à la Prise de Décision : Les conclusions de l'auditeur aident la direction d'Enel Azazga à prendre des décisions éclairées en matière de gestion des risques financiers. Cela peut inclure des ajustements de stratégie ou de politique pour mieux protéger les actifs financiers de l'entreprise.

Dans l'ensemble, l'évaluation de la gestion des risques financiers par l'auditeur comptable et financier dans le département finance et comptabilité d'ENEL Azazga contribue à garantir que l'entreprise gère de manière efficace et conforme les risques financiers auxquels elle est confrontée, ce qui est essentiel pour sa stabilité financière et sa pérennité.

3. Audit spécifique :

Un audit spécifique dans l'entreprise d'ENEL Azazga pourrait être réalisé pour diverses raisons, en fonction des besoins particuliers de l'entreprise. Voici quelques exemples d'audits spécifiques qui pourraient être effectués dans cette entreprise :

1. **Audit de la conformité réglementaire** : Cet audit se concentrerait sur la conformité de l'entreprise aux réglementations spécifiques qui s'appliquent à l'industrie de l'énergie, telles que les normes environnementales, les règlements de sécurité et les lois sur l'énergie.
2. **Audit des processus opérationnels** : Il pourrait s'agir d'un examen approfondi des processus opérationnels d'ENEL Azazga, de la production d'énergie à la distribution, pour identifier des inefficacités, des risques opérationnels ou des possibilités d'amélioration.
3. **Audit de la gestion des actifs** : Cet audit pourrait se pencher sur la manière dont l'entreprise gère ses actifs, y compris les centrales électriques, les infrastructures et les équipements, en vérifiant si leur utilisation est optimale et conforme aux normes de sécurité.
4. **Audit financier spécialisé** : Il pourrait s'agir d'un audit spécifique sur des éléments financiers particuliers, tels que l'examen des contrats d'approvisionnement, des investissements majeurs, ou encore de la gestion des coûts de production.

Chapitre III : Analyse des missions de la responsabilité de l'auditeur comptable et financier au sien de l'entreprise ENEL-AZAZGA-

5. **Audit de la cyber sécurité** : Dans un monde de plus en plus numérisé, la sécurité des systèmes d'information est cruciale. Cet audit viserait à évaluer la résilience de l'entreprise aux cybers menaces.
6. **Audit de la gestion des risques** : Cet audit se concentrerait sur la manière dont d'ENEL Azazga identifie, évalue et gère les risques qui peuvent affecter ses opérations et sa rentabilité.
7. **Audit de la conformité aux normes comptables internationales** : Si l'entreprise suit des normes comptables internationales telles que les normes IFRS, cet audit s'assurerait que les états financiers sont en conformité avec ces normes.
8. **Audit environnemental** : Étant donné que l'entreprise est dans le secteur de l'énergie, un audit environnemental pourrait évaluer l'impact environnemental de ses activités et la conformité aux réglementations environnementales.

Ces audits spécifiques sont réalisés pour répondre à des besoins particuliers d'ENEL Azazga, tels que l'amélioration des opérations, la réduction des risques, la garantie de la conformité ou la maximisation de la rentabilité. Chacun de ces audits aurait des objectifs et des méthodologies spécifiques adaptés aux enjeux de l'entreprise.

3.1. Audit des contrats publics :

L'audit des contrats publics dans l'entreprise d'ENEL Azazga implique l'examen approfondi de tous les contrats conclus avec des organismes gouvernementaux ou des entités publiques. Cette responsabilité vise à s'assurer que ces contrats sont conformes aux lois et règlements applicables, qu'ils sont exécutés de manière efficace et transparente, et qu'ils n'entraînent pas de risques financiers inutiles pour l'entreprise. Voici une explication plus détaillée de cette responsabilité :

1-Identification des contrats publics : L'auditeur commence par identifier tous les contrats conclus par d'ENEL Azazga avec des organismes gouvernementaux ou des entités publiques. Ces contrats peuvent concerner divers domaines, tels que la fourniture d'énergie, les partenariats pour des projets d'infrastructure, les licences d'exploitation, etc.

Chapitre III : Analyse des missions de la responsabilité de l'auditeur comptable et financier au sien de l'entreprise ENEL-AZAZGA-

2-Vérification de la conformité légale : L'auditeur s'assure que chaque contrat public est conforme aux lois et règlements en vigueur. Cela inclut l'examen des procédures d'appel d'offres, des processus de sélection des soumissionnaires, et des exigences légales spécifiques liées à chaque contrat.

3-Examen des clauses contractuelles : Chaque contrat est minutieusement examiné pour vérifier que toutes les clauses sont conformes aux termes négociés et aux exigences légales. L'auditeur examine également si les contrats contiennent des mécanismes de suivi et d'évaluation de la performance.

4-Analyse des risques financiers : L'auditeur évalue les risques financiers associés à chaque contrat public. Cela peut inclure l'examen des obligations financières, des pénalités en cas de non-respect des termes du contrat, des mécanismes de fixation des prix, etc.

5-Vérification de l'exécution : L'auditeur examine si les contrats publics sont exécutés conformément à leurs termes et conditions. Il peut vérifier si les livrables sont fournis en temps voulu, si les paiements sont effectués correctement, et si les rapports de conformité sont soumis comme prévu.

6-Évaluation de la transparence : L'auditeur s'assure que toutes les transactions liées aux contrats publics sont transparentes et correctement documentées. Cela contribue à éviter tout soupçon de corruption, de collusion ou d'autres pratiques illégales.

7-Rapport d'audit : À la fin de l'audit, l'auditeur produit un rapport qui résume ses conclusions. Ce rapport peut inclure des recommandations pour améliorer la gestion des contrats publics et garantir une meilleure conformité aux réglementations.

8-Assurance aux parties prenantes : Les résultats de l'audit apportent une assurance aux parties prenantes, y compris la direction d'ENEL Azazga les organismes gouvernementaux et les citoyens, que les contrats publics sont gérés de manière transparente, légale et responsable.

Dans l'ensemble, l'audit des contrats publics dans l'entreprise d'ENEL Azazga a pour objectif de garantir la conformité légale, la transparence et la gestion efficace de tous les contrats conclus avec des entités publiques, tout en minimisant les risques financiers et légaux pour l'entreprise.

Chapitre III : Analyse des missions de la responsabilité de l'auditeur comptable et financier au sien de l'entreprise ENEL-AZAZGA-

3.2. Audit de la gestion de l'entreprise :

L'audit de la gestion de l'entreprise par l'auditeur comptable et financier dans le département finance et comptabilité de l'entreprise d'ENEL Azazga est une responsabilité clé visant à évaluer comment l'entreprise est dirigée et gérée du point de vue financier. Voici une explication plus détaillée de cette responsabilité :

1. **Examen des processus de gestion** : L'auditeur examine les processus de gestion financière de l'entreprise, y compris la planification budgétaire, la prise de décision financière, la gestion des ressources, la gestion des liquidités, etc. L'objectif est de s'assurer que ces processus sont efficaces et en adéquation avec les objectifs de l'entreprise.
2. **Évaluation de la gouvernance d'entreprise** : L'auditeur vérifie si la gouvernance d'entreprise est solide. Cela comprend l'examen de la structure du conseil d'administration, des politiques de gouvernance, et de la manière dont les décisions sont prises au sein de l'entreprise.
3. **Analyse de la performance financière** : L'auditeur évalue la performance financière de l'entreprise en examinant les états financiers, les rapports de gestion et les indicateurs clés de performance. Il s'assure que les objectifs financiers sont atteints ou explique les écarts le cas échéant.
4. **Examen des investissements et des projets** : L'auditeur peut passer en revue les décisions d'investissement de l'entreprise, en analysant les projets en cours ou prévus. Cela permet de s'assurer que les investissements sont justifiés et qu'ils contribuent à la croissance de l'entreprise.
5. **Analyse des politiques comptables** : L'auditeur vérifie la conformité aux normes comptables et examine les politiques comptables de l'entreprise pour s'assurer qu'elles sont appropriées et conformes aux réglementations en vigueur.
6. **Identification des risques financiers** : L'auditeur identifie les risques financiers auxquels l'entreprise est exposée et évalue comment ces risques sont gérés, notamment en examinant les politiques de gestion des risques financiers.

Chapitre III : Analyse des missions de la responsabilité de l'auditeur comptable et financier au sien de l'entreprise ENEL-AZAZGA-

7. **Rapport d'audit** : À la suite de l'audit de la gestion de l'entreprise, l'auditeur produit un rapport qui résume ses conclusions. Ce rapport peut contenir des recommandations pour améliorer la gestion financière de l'entreprise.
8. **Assurance aux parties prenantes** : Le rapport de l'auditeur offre une assurance aux parties prenantes de l'entreprise, telles que la direction, les actionnaires, les investisseurs et les créanciers, que la gestion financière de l'entreprise est saine et conforme aux meilleures pratiques.

L'audit de la gestion de l'entreprise vise à garantir que les finances de l'entreprise sont gérées de manière responsable, transparente et efficace, tout en identifiant les opportunités d'amélioration. Il contribue à renforcer la confiance des parties prenantes dans la gestion financière d'ENEL Azazga

3.3.Audit de la conformité environnementale :

L'audit de la conformité environnementale par l'auditeur comptable et financier dans le département finance et comptabilité de l'entreprise d'ENEL Azazga consiste à évaluer la conformité de l'entreprise aux réglementations environnementales, aux normes de durabilité et aux pratiques écologiques. Voici comment cette responsabilité pourrait être expliquée spécifiquement pour d'ENEL Azazga:

1. **Identification des réglementations environnementales** : L'auditeur commence par identifier les réglementations environnementales spécifiques qui s'appliquent à Enel Azazga. Cela inclut les lois locales, nationales et internationales relatives à la protection de l'environnement, à la gestion des déchets, à l'utilisation de ressources naturelles, etc.
2. **Examen des politiques environnementales** : L'auditeur examine les politiques et les procédures internes d'ENEL Azazga liées à la gestion environnementale. Cela peut inclure des politiques de réduction des émissions de gaz à effet de serre, des politiques de gestion de l'eau, des politiques de protection de la biodiversité, etc.
3. **Analyse de la performance environnementale** : L'auditeur évalue la performance environnementale de l'entreprise en examinant les données et les rapports liés à l'impact

Chapitre III : Analyse des missions de la responsabilité de l'auditeur comptable et financier au sien de l'entreprise ENEL-AZAZGA-

environnemental d'ENEL Azazga Cela peut inclure la consommation d'énergie, les émissions de polluants, la gestion des déchets, et d'autres indicateurs environnementaux.

4. Conformité aux normes de durabilité : ENEL Azazga peut également s'engager à respecter des normes de durabilité spécifiques, telles que les principes du développement durable ou les objectifs de réduction des émissions de carbone. L'auditeur vérifie si l'entreprise atteint ces objectifs.
5. Évaluation des risques environnementaux : L'auditeur identifie les risques environnementaux potentiels auxquels d'ENEL Azazga est exposée, notamment les risques liés aux changements climatiques, à la réglementation environnementale changeante ou aux problèmes de responsabilité environnementale.
6. Vérification de la conformité aux obligations légales : L'auditeur vérifie si l'entreprise respecte toutes les obligations légales en matière environnementale, notamment les permis environnementaux, les rapports obligatoires aux autorités, et les règles de déclaration des incidents environnementaux.
7. Rapport d'audit environnemental : À la suite de l'audit, l'auditeur produit un rapport d'audit environnemental qui résume ses conclusions. Ce rapport peut contenir des recommandations pour améliorer la conformité environnementale de l'entreprise.
8. Assurance aux parties prenantes : Le rapport de l'auditeur offre une assurance aux parties prenantes, telles que la direction, les actionnaires, les autorités de régulation et les groupes de protection de l'environnement, que l'entreprise gère de manière responsable et conforme sur le plan environnemental.

Dans l'ensemble, l'audit de la conformité environnementale dans l'entreprise Enel Azazga vise à garantir que l'entreprise respecte toutes les réglementations environnementales, qu'elle maintient des normes de durabilité élevées et qu'elle minimise son impact sur l'environnement. Cela contribue à préserver la réputation de l'entreprise, à réduire les risques environnementaux et à répondre aux attentes des parties prenantes en matière de responsabilité environnementale.

Conclusion générale

Conclusion générale

En conclusion, cette étude a exploré la responsabilité de l'auditeur comptable et financier dans les informations comptables et financières publiées par les entreprises, en se concentrant spécifiquement sur le cas de l'entreprise publique ENEL AZAZGA. Plusieurs éléments clés ont émergé de cette analyse approfondie.

Tout d'abord, les missions de l'auditeur comptable et financier sont multiples et cruciales pour assurer l'intégrité et la transparence des informations financières. L'auditeur joue un rôle essentiel dans la vérification et la certification des états financiers, ce qui renforce la confiance des parties prenantes, telles que les actionnaires, les créanciers et le public. Par le biais d'examens minutieux, d'analyses de risques et de procédures d'audit rigoureuses, l'auditeur aide à identifier les erreurs, les fraudes potentielles et les pratiques comptables inappropriées.

En ce qui concerne la responsabilité de l'auditeur, elle est encadrée par un ensemble de normes professionnelles et réglementaires. Parmi les normes les plus importantes figurent les normes internationales d'audit (ISA) émises par l'International AUDITING and Assurance Standards BOARD (IAASB). Ces normes définissent les principes fondamentaux de l'audit, les compétences requises de l'auditeur, ainsi que les procédures et les rapports d'audit. Elles imposent également à l'auditeur d'exercer une attitude critique et indépendante tout en respectant les principes d'éthique professionnelle.

Dans le contexte de l'entreprise publique ENEL AZAZGA, il est essentiel que l'auditeur comptable et financier remplisse pleinement sa responsabilité. Les informations comptables et financières publiées par une entreprise publique ont un impact significatif sur les décisions des parties prenantes et sur la confiance du public dans les institutions publiques. L'auditeur doit donc s'assurer que ces informations sont fiables, exactes et conformes aux principes comptables et aux réglementations en vigueur. Il est également important que l'auditeur détecte et signale toute irrégularité ou anomalie qui pourrait affecter la viabilité financière de l'entreprise ou compromettre la confiance des investisseurs.

Bibliographie

Bibliographie

Bibliographie

❖ Ouvrage :

1. Ammar.S(2007),le role de l'auditeur interne dans le processus de gouvernance de l'entreprise à travers l'évaluation du contrôle interne, institut des hautes études commerciales de SFAX, Tunisie ,
2. Antoine mercier et philippemerele, 2010, audit et commissariat aux comptes,édition francis le ferbrre ,paris
3. Bemard Verdalle (1999), Audit et commissariat aux comptes, édition francis le ferbrre , paris édition economic,
4. Deccopman. N, « Du gouvernement des entreprises à la gouvernance ». Université de Picardie Jules Verne,
5. Jacques Renard et louis Gallois, (2010),théorie et pratique de l'audit interne , édition eyrolles , paris ,
6. La Banque Mondiale, Manuel de Comptabilité générale, Information financière et Audit (FARAH : Financial Accounting, Reportingand Auditing Handbook), 1^{er} édition, 1995
7. LEMANT O , « La conduite d'une mission d'audit interne »,édition dunod,195,page 73.
8. Michailesco C. (2000), Qualité de l'information comptable, Encyclopédie de comptabilité, contrôle de gestion et audit,
9. Mikolalain , 2000, forme d'audit :l'audit interne , édition économisa, paris, page 735.
10. Nguyen Hong ,(1999),cpntrol interne :mettre hors risque l'entreprise ,édition harmathan , paris ,
11. Obert R. (2006), « Pratique des normes IFRS », Edition Dunod, 3ième Editions, Paris
12. Obert R. (2011), «Le nouveau cadre conceptuel de l'IASB», Revue Française de Comptabilité, n° 439,
13. Pigé B. (2000), Qualité de l'audit et gouvernement d'entreprise : le rôle et les limites de la concurrence sur le marché d'audit, Comptabilité Contrôle Audit, Tome 6 , Vol 2, septembre ,
14. Pochet C., Le rôle de l'information comptable dans le gouvernement d'entreprise, Revue Comptabilité, Contrôle, Audit, Tome 4, Vol. 2, pp. 71-88.
15. REFFEGEAN Jean, pierre, DE MENONVILLE Didier, « l'audit financier » édition presses universitaires de France 1994,

Bibliographie

16. Renard Jacques avec le concours de Jean Michel Chaplain «théorie et pratique de l'audit interne »édition d'organisation ,5ème édition 2004,

❖ **Mémoire et thèses :**

1. Abir Sakka « l'auditeur : complice ou victime de l'audit ? » Université Paris Dauphine, 2010,
2. Broye G., Choix d'un auditeur externe de qualité différenciée et évaluation des titres à l'émission » Thèse de doctorat, Université de Bourgogne, sous la Direction de G. Charreaux, 1998
3. Coriat. B, Weinstein. O, « Les théories de la firme entre contrats et compétences », Une revue critique des développements contemporains, Université Paris 13, CEPN, CNPN, France, 2008,
4. Florent L., Système de gouvernance d'entreprise et présence d'actionnaires de contrôle : le cas Suisse, Thèse de doctorat en sciences économiques et sociales, Université de Fribourg, Suisse, 2008,
5. Herrbach O.(2000), « le comportement au travail des collaborateurs de cabinets d'audits financier ;une approche par contrat psychologiques » ,thèse de doctorat en science de gestion , toulouse ,
6. Herrbach O. (2000), « Le comportement au travail des collaborateurs de cabinets d'audits financier : une approche par contrat psychologiques », Thèse de doctorat en sciences de gestion, université de Toulouse,
7. Konan Anderson SENY KAN, « Evolution des systèmes de gouvernance d'entreprise : Une approche par la relation inter organisationnelle » Université des Sciences Sociales Toulouse

❖ **Article :**

1. Article L823-9 du code de commerce en terme de régularité , sincérité et image fidèle (recueil de CNCC du 3 juillet 2023 ;ancienne norme CNCCO-200 ,lexique
2. Articles 25 de la loi N°42 ,du 11 juillet 2010 , relation à l'exercice de la profession de commissaire aux comptes
3. Article 26 de la loi 10 – 01 relative aux professions d'expert -comptable de commissaire aux comptes et de

❖ **Loi :**

1. Loi n°91-08 du 7 avril 1991 portant l'organisation de la profession d'expert-comptable de commissaire aux comptes et de comptable agréé JORA n°,1/05/91

Bibliographie

2. Loi n°91-08 du 7 avril 1991 portant l'organisation de la profession d'expert-comptable de commissaire aux comptes et de comptable agréé JORA n°,20/05/91,
3. la loi n°91-08 du 27/04/1991 relative aux professions d'expert- comptable, de commissaire aux comptes et de comptables agréé, n°74, 25 Novembre 2007.
4. Loi n° 10-01 du 29 juin 2010 relative aux professions d'expert- comptable, de commissaire aux comptes et de comptables agréé, JO n°42, 11 juillet 2010.

❖ Site internet :

1. <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/norme/55009?q=la+norme+#54629>
2. <http://www.anpea.com/le-bureau-de-normalisation/normes-et-normalisation.html>
3. <https://www.auditsi.eu/?p=4345>
4. www.cncc.fr/sections/documentation_public/la_profession/traduction_desnormes/normes_d_audit_inter/view
5.],<https://www.openai>

❖ Guide :

1. Guide pour l'utilisation des normes internationales d'audit petites et moyennes entreprises, traduction en français du : Guide to using ISA in the Audites of small ,and Mediul –Suzed Entities (3^{ème} édition),2013,par la fédération internationale des comptables « international federation of Accorentants (IFAC).
2. LAROUSSE : dictionnaire de français en ligne. Repéré à
3. RAFFEGEAU Jean, du fils pierre ,de MONOVILLE Didier ,op cite

Table des matières

Table des matières

Remerciement

Dédicace

Liste des abréviations

Liste de tableaux

Sommaire

Introduction générale 01

Chapitre I

Présentation des missions de l'auditeur comptable et financière

Introduction	06
I. Évolution et définition de l' ACF	07
1. Apparition de l'audit interne	07
5.2.Situations hétérogènes	09
6. Définition de l'audit comptable et financier :	10
7. Objectifs de l'audit financier et comptable :	11
7.1.Objectifs de l'audit financier et comptable externe	11
7.1.1. Enregistrement des opérations	11
7.1.2. Existence et évaluation des soldes	12
7.1.3. Présentation des comptes annuels	12
7.1.4. Objectifs de l'audit interne	12
7.1.5. Assistance à la direction	12
7.1.6. Absence de jugement envers les individus	12
7.1.7. Indépendance.....	12
8. Champs d'application :	13
8.1. Champs d'application de l'audit interne	13
8.1.1. Application à toutes les organisations	13
8.1.2. Application à toutes les fonctions	13
8.1.3. Champs d'application de l'audit financier et comptable externe	13
9. La typologie de l'ACF	13
9.1.L'audit externe :	13

Table des matières

9.1.1. L'audit légal	14
9.1.2. L'audit contractuel	14
9.1.3. L'audit interne	15
II. Les critères de la fiabilité de l'information comptable et financière :	16
6. La gouvernance d'entreprise et la gestion de l'information comptable :	16
7. La protection des informations financières :	17
8. Les caractéristiques de la fiabilité l'information comptable financière :	17
8.1. La pertinence :	18
8.2. La fidélité ou la fiabilité :	18
8.2.1.L'image fidèle :	18
8.2.2.La prééminence de la substance sur la forme :	18
8.2.3.La prudence :	19
8.2.4.La comparabilité et la vérifiabilité :	19
8.2.5.La compréhensibilité et la rapidité :	19
9. Les apports de la législation :	20
9.1. Le cadre réglementaire :	20
10. Les outils sécurité et de fiabilité de l'information financière :	20
10.1. Le gouvernement d'entreprise et la sécurité financière	20
10.2. L'audit légal au service de la gouvernance d'entreprise :	22
10.2.1. La théorie de l'agence, cadre principal de l'analyse de la mission de l'auditeur	22
10.2.2. L'audit légal comme solution aux problèmes d'agence :	23
III. Lors rôle de l'auditeur comptable et financier	24
I. Les professionnels de l'audit financier et comptable:	25
1.1.les auditeurs internes et externes:	25
1.2.L'auditeur interne :	25
1.3.Les auditeurs externes	26
1.4.Les experts comptables	26
1.5.Les commissaires Aux Comptes	26
1.6.Les fonctionnaires de l'Etat	26
2. La méthodologie de l'audit financier et comptable	27
2.1.La méthodologie de l'audit interne	27
2.1.1. Phase d'étude	27
2.1.2. La phase de vérification nommée aussi réalisation	28
2.1.3. Phase de conclusion	28

Table des matières

2.2.La méthodologie de l'audit externe	29
2.2.1. L'orientation et la planification de la mission	29
2.2.2. L'appréciation du contrôle interne:	29
2.2.3. Contrôle des comptes	30
2.2.4. L'examen des comptes annuels et des événements postérieurs à la clôture de l'exercice	31
2.2.5. La synthèse des travaux et le rapport	32
3. Les travaux de l'auditeur interne	33
3.1.La production	33
3.2.La distribution et le marketing :	33
3.3.Les Finances	34
3.4.Le commissariat aux comptes dans la société	34
Conclusion :	35

Chapitre II

Les normes légales de la responsabilité de l'auditeur comptable et financier

Introduction	37
I. Les normes internationales d'audit	38
3. Les principales normes ISA et leur objectif	38
4. La norme ISA 210 portant sur les termes de la mission d'audit	40
2.2.Les normes d'audits financiers	41
2.2.1. Les normes générales	41
2.2.2. Les Normes de travail	42
2.2.3. Les Normes des rapports	42
II. La responsabilité de l'auditeur comptable et financier selon Les normes d'audit internationales :	44
III. La responsabilité de l'auditeur comptable et financier selon Les normes d'audit Algériennes.....	46
1. Le commissariat aux comptes en Algérie	47
2. La responsabilité du commissaire aux comptes	48
3. La responsabilité civile	48
4. La responsabilité pénale	48
5. La responsabilité disciplinaire	49

Table des matières

6. Les normes d'audit dans le contexte algériennes	49
Conclusion	51

Chapitre III :

Analyse des missions de la responsabilité de l'auditeur comptable et financier au sien de l'entreprise ENEL-AZAZGA-

Introduction	53
II. Évolution historique et présentation de l'entreprise ?	54
1. Les objectifs et la décomposition de l'entreprise	56
2. Présentation de l'organigramme de l'entreprise	56
III. Les missions de l'auditeur comptable et financier dans chaque section de département financier et comptabilité de l'entreprise ENEL AZAZGA.	58
IV. Les missions de l'auditeur comptable et financier dans chaque section de département finance et comptabilité de département finance et comptabilité de l'entreprise ENEL AZAZGA :	60
4. Département de la comptabilité générale :	60
4.1.section de la comptabilité générale :	60
4.2.section de la comptabilité clients.....	61
4.3.section de la comptabilité fournisseurs	63
5. département des finances :	64
5.1.section de la planification financiers	64
5.2.section de l'analyse des investissements.....	66
5.3.section de la gestion des risques financiers :	67
5.4.section de la conformité réglementaire	69
6. la responsabilité de l'auditeur comptable et financier dans la département finance et comptabilité de l'entreprise ENEL AZAZGA :	70
6.1.vérification des états financiers	70
6.2.Évaluation des contrôles internes	73
6.3.conformité réglementaire	73

Table des matières

6.4.Évaluation de la gestion des risques financiers :	75
7. Audit spécifique :	76
7.1.Audit des contrats publics	77
7.2.Audit de la gestion de l'entreprise	79
7.3.Audit de la conformité environnementale	80
Conclusion générale	83

Bibliographie

Annexes

Table des matières

Résumé

Résumé :

Ce mémoire se concentre sur le rôle majeur de l'auditeur comptable et financier au sein de l'entreprise LENEL AZAZGA. Il analyse en détail les missions cruciales de l'auditeur, mettant en avant leur importance pour garantir la fiabilité des informations financières au sein de l'entreprise. Ce travail explore les normes légales et professionnelles qui guident la responsabilité de l'auditeur, y compris les normes internationales d'audit. Il souligne l'attitude critique, l'indépendance et l'éthique professionnelle comme des piliers de ce rôle.

À travers une étude de cas spécifique sur LENEL AZAZGA, ce mémoire illustre concrètement comment l'auditeur comptable et financier contribue à maintenir la confiance des parties prenantes et des investisseurs. Il est démontré comment l'auditeur joue un rôle essentiel dans la garantie de l'intégrité des informations comptables et financières de l'entreprise, contribuant ainsi à assurer la transparence de ses opérations financières.

ملخص

هذا البحث يركز على الدور الرئيسي للمدقق الحسابي والمالي داخل شركة ENEL AZAZGA يحلل بالتفصيل المهام الحاسمة للمدقق، مشيرًا إلى أهميتها في ضمان موثوقية المعلومات المالية داخل الشركة. يبحث هذا العمل في القوانين والمعايير المهنية التي توجه مسؤولية المدقق، بما في ذلك المعايير الدولية للتدقيق. يؤكد على النهج النقدي والاستقلالية والأخلاق المهنية كأركان لهذا الدور.

من خلال دراسة حالة محددة حول ENEL AZAZGA ، يوضح هذا البحث على نحو ملموس كيف يساهم المدقق الحسابي والمالي في الحفاظ على ثقة أصحاب المصلحة والمستثمرين. يُظهر كيف يلعب المدقق دورًا أساسيًا في ضمان نزاهة المعلومات المحاسبية والمالية للشركة، مما يساهم في ضمان شفافية عملياتها المالية.